

**Eugène Varga**

**Article publié au III<sup>e</sup> trimestre de 1926 dans**

*La Correspondance Internationale*

*La Correspondance Internationale*, 6<sup>e</sup> année, n°96, 27 août 1926, pp. 1061-1076

SOMMAIRE

**La situation économique mondiale au II<sup>e</sup> trimestre 1926**

I. *Aspects généraux :*

Le chômage.

Les problèmes monétaires.

Les répercussions internationales de la grève des mineurs anglais.

II. *La situation économique des principaux pays :*

Allemagne.

Pologne.

France.

Italie.

Angleterre.

Etats Unis

Mexique.

# La situation économique mondiale au II<sup>e</sup> trimestre 1926

par *Eugène VARGA*

## I. ASPECTS GENERAUX

Au cours de ce deuxième trimestre, la situation économique des pays capitalistes est différente selon les pays. Aux *Etats-Unis*, la dépression du printemps, qui se répète cette année pour la quatrième fois, a été plus faible que lors des années précédentes. Les symptômes d'une crise prochaine se multiplient, mais la crise n'a pas encore éclaté. La situation paraît s'être améliorée à la fin du premier semestre.

En Angleterre, la grève des mineurs a considérablement troublé la vie économique du pays et obligé toute une série de branches d'industries particulièrement de l'industrie lourde, à cesser le travail. De nombreux mois seront nécessaires pour permettre à la vie économique de l'Angleterre de reprendre son fonctionnement normal.

La diminution de la production du charbon et du fer en Angleterre eut une influence favorable sur l'industrie lourde de tous les pays européens. Etant donné que c'est précisément dans ces deux industries que régnait la dépression la plus forte, la grève anglaise a exercé une influence favorable sur la vie économique des pays de l'Europe- continentale. Naturellement, cette amélioration n'est que provisoire ; elle disparaîtra dès que le charbon et le fer anglais feront de nouveau leur réapparition sur le marché mondial.

En dehors de ces conséquences de la grève des mineurs, on ne constate aucune amélioration de la situation économique en Europe. Une aggravation est plutôt à constater si l'on tient compte de l'amélioration saisonnière coïncidant avec la recrudescence des travaux agricoles et du travail dans le bâtiment.

En *Allemagne*, les conséquences espérées ou simplement promises de la rationalisation ne se sont pas produites. Le nombre des chômeurs ne fait que s'accroître. La situation des entreprises réunies en associations de monopoles s'est quelque peu améliorée, mais par contre la situation de la classe ouvrière s'est aggravée.

Dans les pays d'inflation, tels que la *France*, la *Belgique* et l'*Italie*, l'unité monétaire a subi de fortes oscillations. Et si l'unité monétaire italienne se stabilisa relativement vite, quoique à un niveau

quelque peu inférieur, l'unité monétaire française et belge malgré de fortes interventions de l'Etat, retombèrent à un niveau extrêmement bas, après une amélioration provisoire.

Pour les mois prochains, une amélioration de la situation économique dans les pays industriels de l'Europe continentale, se produira jusqu'au rétablissement de la production normale en Angleterre. D'autre part, les mauvaises prévisions de la récolte dans un certain nombre de pays européens, exercent une influence défavorable sur la situation économique. Ces deux tendances contradictoires se compensent de telle sorte qu'il ne faut pas s'attendre à un changement dans la bonne situation actuelle.

Au point de vue économique-politique, l'élévation des droits de douane en Allemagne est d'une très grande importance. Elle a pleinement rétabli le système d'avant-guerre, à savoir : l'exploitation du marché intérieur par les agrariens et les gros industriels. Un certain nombre de conférences économiques internationales se sont réunies sans résultat, par exemple la conférence commerciale internationale de Londres et la Conférence des gros industriels français et allemands au Luxembourg. Le *Times* du 1<sup>er</sup> juin écrit que l'on doit examiner prochainement la question de la révision du plan Dawes. Nous nous occuperons plus loin de cette question ainsi que du problème de la stabilisation des devises encore instables par l'action coordonnée des banques centrales d'émission américaines, anglaises et allemandes.

### **A) le chômage**

Le chômage en Europe a été influencé par un grand nombre de tendances contradictoires. La saison d'été a eu pour résultat de diminuer le chômage. Par contre, la rationalisation en Allemagne et la tendance générale vers l'aggravation de la situation économique mondiale augmentèrent le chômage. Cette dernière tendance a été combattue dans les pays industriels par les conséquences de la grève anglaise qui a provoqué une amélioration de la situation de l'industrie du fer et du charbon dans les pays de l'Europe continentale. Par contre, le chômage a augmenté en Angleterre à la suite de la grève, de 1 million à environ 1,6 millions d'ouvriers (sans compter 1 million de mineurs en grève ni le chômage partiel dans l'industrie du coton). Depuis un mois ce chiffre reste le même. On peut supposer que, par une manipulation quelconque, les statistiques anglaises du chômage sont établies au-dessous de leur niveau véritable. Le chiffre inchangé des chômeurs est en contradiction formelle avec les rapports des milieux bourgeois provenant des différentes régions industrielles et aux termes desquels une partie de plus en plus considérable de l'industrie, particulièrement de l'industrie lourde, est arrêtée par suite du manque de charbon. Il est également étonnant que, tandis que huit semaines après le début de la grève des mineurs, en 1921, le nombre des chômeurs s'était élevé à 2,6 millions d'hommes, d'où une augmentation de 900 000, le nombre de chômeurs actuels soit de 1,6 million, c'est-à-dire une augmentation de 600 000 chômeurs seulement.

### **B) Les problèmes monétaires**

Les fluctuations de la valeur des changes européens ont été très fortes au cours de ces derniers mois. Il existe actuellement neuf pays européens à change instable. Six d'entre eux ont une unité monétaire qui tombe : la France, la Belgique, l'Italie, la Pologne, la Roumanie et la Grèce, et trois ont une unité monétaire ayant tendance à la hausse : le Danemark, la Norvège et l'Espagne.

Cours des changes à New-York (moyenne mensuelle).  
Cents pour une unité étrangère

Pays	Parité or	Juin 1923	Mars 1926	Avril 1926	Mai 1926	15 juin 1926	15 juillet 1926
France	19,3	4,70	3,6	3,4	3,2	2,8	2,5
Belgique	19,3	4,62	4,2	3,7	3,1	2,8	2,3
Italie	19,3	3,7	4,0	4,0	3,9	3,6	3,4
Pologne	19,3	19,20	12,7	12,6	9,6	9,2	—
Roumanie	19,3	0,49	0,42	0,42	0,37	0,43	—
Grèce	19,3	1,60	1,4	1,3	1,3	1,2	—
Danemark	26,8	21,40	26,1	26,2	26,2	26,5	26,5
Norvège	26,8	18,01	21,5	21,8	21,7	22,2	21,9
Espagne	19,3	14,51	14,1	14,51	14,5	15,7	15,9
Indes	48,7	36,61	36,6	36,6	36,3	36,3	—
Japon	49,8	41,00	45,4	46,6	46,9	46,9	—

Ce tableau montre les fluctuations un peu atténuées. Au cours du second trimestre de l'année, le franc français a oscillé entre 140 et 182 pour la livre sterling. Par contre, la lire italienne a pu se stabiliser provisoirement à son nouveau cours.

Des pays à change bas, trois d'entre eux, la France, la Belgique et l'Italie, sont des pays exportateurs de produits industriels. C'est pourquoi les autres grands pays exportateurs à monnaie stable, les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne, ont un grand intérêt à mettre fin à l'inflation dans ces pays, pour empêcher que le capital industriel de ces pays soit déchargé du fait de la dépréciation des rentes. Effectivement, M. Strong, gouverneur de la Banque Centrale d'Emission de New-York, séjourne depuis deux mois en Europe et mène des pourparlers avec le gouverneur de la Banque d'Angleterre et le gouverneur de la Reichsbank, le docteur Schacht. Il voyage continuellement entre Londres et Paris et s'est rendu, au mois de juillet, à Berlin. Toutes ses conversations ont en vue, outre une révision du plan Dawes, une stabilisation des monnaies française et belge. Sur ces conversations, nous lisons dans le *Journal des Mines* l'intéressante communication suivante :

« Ces conversations sont complétées par des conférences de grands banquiers américains, qui séjournent actuellement à Londres, avec des banquiers de Londres et de Paris ainsi qu'avec des représentants du gouvernement français. Au cours de ces conversations, on est tombé d'accord sur ce fait que la crise des changes en France est l'une des raisons principales de la crise permanente des changes européens et un obstacle considérable au développement de l'économie mondiale, mais la suppression de cette crise des changes ne peut être que le résultat de l'action du gouvernement et du Parlement français. Des mesures sérieuses et énergiques de la part de ces derniers, en vue de la stabilisation du franc, seraient efficacement appuyées à l'étranger, »

Le résultat de ces discussions a été la remise d'un projet au gouvernement français, projet contenant les points suivants :

*Equilibre du budget au moyen de la réduction des dépenses et de l'élévation des recettes. Ratification de l'accord américain sur les dettes. Création d'un comité financier chargé de remplacer la dette flottante au moyen de l'achat des bons du Trésor et des titres de créance par des billets de banque, et décharger le budget français au moyen de la suppression des service des intérêts de cette dette flottante.*

Nous reproduisons cette nouvelle parce que ce programme américain a été incorporé mot pour mot dans le programme de la commission des experts français. La chute de Péret, la révocation du

directeur de la Banque Centrale d'Emission de France, Robineau, qui se refusait à utiliser l'or de la Banque de France pour soutenir l'action du gouvernement français, montre comment les instructions américaines sont suivies point par point par ceux qui veulent stabiliser la monnaie française.

Il ne fait aucun doute qu'une stabilisation du franc français est possible avec l'aide des banques américaines, anglaises et allemandes. Mais il est clair qu'une partie importante de la bourgeoisie française n'est, non seulement pas disposée à entreprendre une stabilisation avec les moyens proposés par la petite bourgeoisie, mais n'est pas non plus disposée à employer la méthode correspondant aux intérêts de la grande bourgeoisie et conformément à la proposition américaine. Une partie de la grande bourgeoisie espère encore tirer de l'inflation des bénéfices considérables. Ouvertement, on n'ose pas se prononcer contre la stabilisation du franc. Mais, en se refusant à ratifier l'accord américain sur les dettes, en montrant le danger de la perte de l'indépendance de la France dans les questions de politique étrangère et, en particulier, dans la question du désarmement, en affirmant la possibilité d'une "stabilisation nationale" sans l'aide de l'étranger, on sabote en fait les efforts en vue de la stabilisation. C'est pourquoi il est impossible de dire si l'on réalisera prochainement une stabilisation du franc français.

Les événements qui se sont déroulés en *Belgique* sont particulièrement caractéristiques du néant de la démocratie parlementaire. Quoique le gouvernement social-démocrate catholique disposât au Parlement d'une majorité sûre, les banquiers l'obligèrent à se retirer par une offensive victorieuse contre le franc belge. Le parti de la grande bourgeoisie, le Parti libéral, entra dans le gouvernement de coalition et le gouvernement passa de fait à l'homme de confiance du capital financier, le directeur de banque Louis Franqui. Les socialistes belges restèrent accrochés à leurs fauteuils ministériels sans conserver la moindre influence.

M. Franqui engagea des négociations avec MM. Strong et Montagu pour obtenir un emprunt de stabilisation. *L'Information* du 1<sup>er</sup> juillet 1926 écrivait à ce sujet ce qui suit :

« ...Ils s'occupent de la turquification de la Belgique au moyen de la remise des chemins de fer d'Etat à une société privée. Ceux-ci serviront de garantie principale pour l'emprunt. Les chemins de fer devront être *échangés* contre des bons d'Etat ou des rentes pour une somme de 10 milliards de francs portant intérêt de 6 % plus une participation aux bénéfices de 2 1/2 %. La nécessité de payer les intérêts de ce capital obligera les chemins de fer belges à augmenter leurs recettes et à diminuer leurs dépenses. Les chemins de fer devront donc élever leurs tarifs aux dépens de la production et de l'exportation. D'autre part, on licenciera 4 000 cheminots ; d'autres seront mis à la retraite avant le temps fixé. »

Ainsi donc, le système de la stabilisation américaine des changes consiste à stabiliser la monnaie aux dépens du prolétariat et en même temps à retirer à la bourgeoisie ses bénéfices jusqu'à l'établissement de l'égalité des conditions de concurrence. C'est ce système qui a été conseillé à l'Italie. En ce qui concerne la *Pologne*, l'unité monétaire s'est améliorée ces derniers temps par suite de l'activité de la balance du commerce extérieur qui n'a été obtenue elle-même que par une très forte réduction des importations. D'ailleurs M. Kemmerer, arrivera sous peu en Pologne avec un état-major considérable de spécialistes des questions de comptabilité, d'administration douanière, d'organisation industrielle et de banquiers pour rétablir l'ordre dans les finances du pays. En *Roumanie* également, on projette et on prépare une stabilisation des changes. Mais, étant donné qu'il n'y a aucun espoir dans un emprunt étranger, en raison des crises intérieures et des difficultés extérieures que traverse le pays, on veut concentrer à la banque d'émission le produit des exportations de la récolte de cette année et stabiliser le cours de 1 000 leis par livre sterling. Mais ce sont davantage des espérances que des projets réels.

La politique de déflation, au *Danemark* et en *Norvège*, a, de même qu'en Angleterre, entraîné de grandes difficultés économiques et des luttes violentes. Ni l'inflation, ni la déflation ne constituent une bonne issue pour la bourgeoisie.

### **L'accord franco-américain sur les dettes et l'impérialisme américain**

Après de longues négociations, l'accord sur la consolidation des dettes a été conclu à la fin du mois d'avril, accord au sujet duquel l'Amérique a fait de grandes concessions à la France. Le contenu de cet accord est le suivant : la dette commerciale de la France à l'Amérique pour les intérêts de laquelle la France devrait payer jusqu'ici 20 millions de dollars par an, a été incorporée à la dette politique qui atteint ainsi la somme totale de 4 221 millions de dollars. Cette somme totale a été réduite à 4 025 millions de dollars. Elle portera intérêts et sera amortie en soixante-deux ans au moyen des paiements annuels suivants :

Pour les cinq premières années, 30 à 35 millions de dollars ;

Pour les cinq années suivantes, 40 à 80 millions de dollars ;

De la onzième à la seizième année, 90 à 120 millions de dollars ;

Pour les quarante-six dernières années, 125 millions de dollars.

La valeur actuelle de ces soixante-deux paiements annuels s'élèverait, avec un taux d'intérêt de 4 1/2 % à 2008 millions de dollars. Il en résulte qu'on a fait remise à la France d'environ 53 % de sa dette politique. Si nous tenons encore compte que les paiements annuels des premières années ne sont que de 10 à 15 milliards plus élevés que ceux faits jusqu'ici par la France pour l'intérêt de sa dette commerciale, on s'aperçoit que l'accord est très favorable, quoique quelque peu plus dur que l'accord conclu avec l'Italie.

Cependant, il existe en France une très forte opposition contre la ratification du traité parce que toutes les revendications politiques de la France ont été brutalement repoussées. L'Amérique n'a admis ni la dépendance du paiement des versements annuels de l'issue des paiements des réparations, ni une clause de transfert.

Dans un article de tête très énergique, l'organe du Comité des Forges, le *Bulletin Quotidien*, du 28 avril 1926, souligne le caractère politique de l'accord :

« Le problème des dettes interalliées n'est pas et ne peut pas être un problème financier pour l'Amérique. C'est un problème exclusivement politique. Ne nous faisons pas d'illusions : les Etats-Unis poursuivent en Europe et en France une politique d'expansion et même d'hégémonie économique et financière. Les dettes interalliées constituent pour l'Amérique un moyen d'action très important dans ce sens. Plus encore que le règlement des dettes, l'aide du capital américain sera un objet de marchandage et sera subordonné à de sérieuses garanties. »

C'est pourquoi l'organe du Comité des Forges est pour une stabilisation sans l'aide américaine.

Effectivement, les Américains ne considèrent pas la question des dettes interalliées comme une question financière :

« Toutes nos créances vis-à-vis des Etats étrangers, qui s'élèvent à 10 milliards de dollars, ont moins de valeur pour le peuple américain qu'une Europe florissante capable de reprendre avec l'Amérique des relations commerciales normales » écrivait récemment Mellon (*Bulletin Quotidien* du 22 juin 1926).

A ce propos, le *New York Times* remarque ce qui suit :

« Les accords sur les dettes sont, comme chacun le sait, provisoires. La question se posera bientôt à nouveau de savoir si nous ne devons pas utiliser les dettes de guerre pour atteindre plus complètement et plus directement les grands buts pour lesquels ces dettes elles-mêmes ont été faites.

« Ces buts sont : la paix, l'amitié internationale, le développement du commerce extérieur et l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits américains. Si nous voulons atteindre ces grands buts, nous devons utiliser nos grandes réserves stratégiques, à savoir les créances que nous possédons chez les Etats européens (*Bulletin Quotidien* du 22 juin 1926). »

C'est ainsi qu'on exprime, avec une brutale franchise le point de vue impérialiste américain à l'égard de l'Europe. Certes, ce point de vue impérialiste n'est pas partout exprimé si franchement, mais il est toujours observé d'une façon conséquente. L'étude détaillée des méthodes de l'impérialisme américain nous mènerait trop loin. Nous nous contenterons d'indiquer deux de ses méthodes principales.

1) Les Etats-Unis font tout leur possible pour attiser les antagonismes entre les diverses puissances européennes et, tout particulièrement, pour empêcher que les Etats débiteurs, y compris l'Allemagne, se groupent d'une façon quelconque contre les Etats Unis. Ils ont accepté le plan Dawes pour protéger d'une attaque violente de la France leurs investissements de capitaux en Allemagne, mais ils sont contre toute entente véritable de l'Allemagne avec la France. Ils sont, en général, en faveur de la Société des Nations, mais ils en restent cependant à l'écart et empêchent que cette dernière reçoive une influence quelconque sur son territoire.

2) Les Etats-Unis s'efforcent de soumettre à leur contrôle tout le continent américain. Ils y ont réussi en ce qui concerne le Canada et l'Amérique Centrale. La lutte se poursuit actuellement pour la conquête de l'Amérique du Sud. A la Société des Nations, on oppose l'union pan-américaine

Le programme de l'expansion des Etats-Unis dans l'Amérique du Sud a été développé de la manière suivante dans le discours de salutations de Kellog à la Conférence pan-américaine des journalistes, discours paru dans la principale revue de la grande bourgeoisie américaine (*Financial and Commercial Chronicle*, du 24 avril 1926) :

« La présence des Etats de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud au sein de la Société des Nations, avec droit de vote, et peut-être avec voix délibérative pour des questions qui intéressent avant tout l'Europe est, à notre avis, un anachronisme. La meilleure preuve en est l'intervention récente du Brésil au sujet de l'adhésion de l'Allemagne à la Société des Nations...

« Si nous considérons comme souhaitable le principe de l'entente internationale, il paraît cependant préférable que les Etats de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud, dont la situation géographique, comme celle des Etats-Unis, les éloigne d'un contact direct avec l'Europe et qui sont protégés par la doctrine de Monroe d'une participation à des alliances européennes, créent leur propre Société des Nations et quittent l'organisation de Genève avant que la sécurité de l'Amérique latine soit menacée. »

Pour quiconque sait lire, cela constitue une menace contre l'Europe et contre l'Amérique du Sud. Les deux continents, que la doctrine de Monroe a séparés, ne doivent pas essayer de lutter en commun contre l'hégémonie des Etats-Unis.

Ces derniers temps, déclare-t-on plus loin, les Américains ont réalisé de grands progrès dans l'établissement d'une liaison étroite avec l'Amérique du Sud : amélioration des moyens de communication, constructions d'usines adaptées aux besoins spéciaux du marché sud américain, facilités de crédits, études de la langue espagnole et portugaise, en même temps que l'on assure que les Etats-Unis n'ont pas du tout l'intention d'imposer leur civilisation à l'Amérique du Sud.

C'est un programme complet de conquête de l'Amérique du Sud. Mais la résistance de l'Angleterre n'est pas encore brisée. Tout récemment, les capitalistes anglais ont obtenu au Panama une immense concession de deux millions d'acres, allant de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique. D'où grande émotion à Washington. Le sénateur Borah y voit une atteinte à la doctrine de Monroe et exige une enquête. L'indignation est d'autant plus vive que ce territoire, donné en concession à des capitalistes anglais, est, paraît-il, propice à l'établissement de plantations de caoutchouc. Ce fait montre que, malgré la collaboration du capital américain et anglais en vue de la stabilisation des monnaies européennes et dans un grand nombre d'autres questions, les contradictions impérialistes sont loin d'être surmontées comme beaucoup le prétendent.

### **L'accord définitif anglo-français sur les dettes**

Le 12 juillet, l'accord anglo-français sur les dettes fut définitivement conclu entre Churchill et Caillaux. Cet accord reste dans les cadres de l'ancien accord provisoire. La France paie soixante-deux annuités de 12,5 millions de livres sterling. Le paiement commence avec 6, 8, 10 millions de livres sterling. L'accord comporte une clause de sauvegarde, aux termes de laquelle le paiement des annuités doit continuer à être effectué, même si l'Allemagne cessait le paiement de ses annuités de réparations. Mais il a été entendu que s'il se produisait une interruption complète ou une diminution sérieuse des versements de l'Allemagne, la France aurait le droit de demander une révision de l'accord. L'accord prévoit également une possibilité d'ajournement des versements pour des raisons de change (clause de transfert). Au cas où l'Angleterre recevrait, à titre de réparations et des dettes interalliées, une somme supérieure à celle qu'elle doit payer aux Etats-Unis, elle s'engage à verser l'excédent aux alliés. L'accord ne demande pas une remise des obligations qui doivent servir à la mobilisation commerciale de la dette comme le demandent les Etats-Unis. Enfin, le dépôt d'or remis pendant la guerre par la Banque de France à la Banque d'Angleterre et s'élevant à 53 millions de livres sterling est laissé en Angleterre, de telle sorte que la Banque de France peut continuer à indiquer dans ses comptes ces millions de livres sterling comme faisant partie de sa réserve d'or, sans toutefois pouvoir en disposer. C'est une augmentation apparente de la réserve d'or des billets de banque français.

Comme nous le voyons, l'accord ne contient rien de nouveau; uniquement une concession apparente à la France. Ce qui est intéressant, c'est le ton d'hostilité à l'égard de l'Amérique que l'on sent dans le discours de Churchill et davantage encore dans la presse française et anglaise.

### **C) les répercussions internationales de la grève des mineurs anglais**

Comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, la grève des mineurs anglais a quelque peu amélioré la situation dans l'industrie houillère et dans l'industrie de l'acier des pays de l'Europe continentale. La solidarité internationale de la classe ouvrière, à l'exception du prolétariat de l'Union Soviétique, a complètement fait faillite. Il serait absurde de vouloir le nier. Le charbon est transporté sans aucune difficulté d'Allemagne, de Pologne, de Belgique, des Etats-Unis, à destination de l'Angleterre. Non seulement, ni les mineurs ni les ouvriers des transports des pays étrangers ne manifestent aucune solidarité à l'égard des mineurs anglais mais les marins et les ouvriers des transports anglais eux-mêmes transportent le charbon en Angleterre, sans aucune résistance.

A vrai dire, les quantités de charbon qui arrivent en Angleterre ne sont pas considérables. L'amélioration de la situation de l'industrie houillère des pays de l'Europe continentale consiste particulièrement en ceci que les régions ravitaillées en charbon par les Anglais le sont actuellement par le continent, c'est-à-dire que l'importation de charbons anglais a cessé. Cela suffit pour exercer de



fortes répercussions sur le marché du charbon dans l'Europe continentale.

L'amélioration concerne moins l'augmentation de la production qu'une augmentation de la vente du charbon sur le carreau de la mine. C'en ainsi que l'extraction du charbon dans le territoire de la Ruhr — principal concurrent de l'Angleterre — s'est élevée de 325 tonnes par jour, en avril à 368 tonnes au cours de la dernière semaine de juin, soit une augmentation d'environ 15 %. Il faut remarquer, à ce propos, que l'extraction la plus élevée a été, cette année avant la période de grève, de 346.000 tonnes par jour au cours de la dernière semaine de janvier.

De même; la production du charbon en Haute-Silésie et particulièrement dans la Haute-Silésie polonaise a augmenté. Mais il y a là de très grandes difficultés de transport, étant donné que ce charbon doit traverser de longues distances en chemin de fer pour arriver à la mer.

En France également, la grève anglaise exerça de fortes répercussions. Les réserves furent consommées et, au lieu de charbon anglais, on dut importer de grandes quantités de charbons allemands. Les exportations allemandes d'anhracite s'élevèrent aux quantités suivantes, en tonnes :

Pays destinataires	Avril 1926	Mai 1926	Augmentation en %
Pays-Bas	543 160	717 456	32,09
Italie	143 336	216 460	51,02
France	54 469	155 789	168,01
Algérie	20 530	108 650	429,23
Belgique	60 500	113 634	87,82
Suède	65 897	82 236	24,79
Tchécoslovaquie	54 480	61 492	12,87
Espagne	9 997	58 568	485,86
Argentine	40 708	53 703	31,92
Danemark	28 397	39 952	40,69
Totaux....	1 021 474	1 607 040	57,41

Nous ne disposons pas encore des statistiques du mois de juin.

Les quantités de charbon qui proviennent d'Angleterre ne sont pas considérables. D'après les chiffres de Lane Fox, secrétaire d'Etat pour les mines, les quantités suivantes de charbon ont été introduites en Angleterre :

Du 1 <sup>er</sup> au 8 mai	50	tonnes
Du 8 au 15 mai	550	--
Du 15 au 22 mai	1 000	--
Du 22 au 29 mai	31 000	--
Du 29 mai au 5 juin	58 000	--
Du 5 au 12 juin	120 000	--
Du 12 au 19 juin	181 000	--
Du 1 <sup>er</sup> mai au 1 <sup>er</sup> juillet	1 000 000	--

Les quantités de charbon introduites en Angleterre ne peuvent nullement compenser la diminution de la production de l'industrie houillère anglaise, étant donné que celle-ci représente près de la moitié de l'ensemble de la production européenne, comme l'indiquent les chiffres suivants :

*Production mondiale du charbon en millions de tonnes*

		1	2	3	4	5	6	7
Moyenne mens	1913	24,3	11,7	4,5	3,0	1,9	1,2	43,1
Moyenne mens	1923	23,5	5,2	4,0	3,0	1,9	1,0	40,3
Moyenne mens	1924	22,6	9,9	4,9	2,7	1,9	1,2	42,3
Moyenne mens	1925	20,6	11,1	5,1	2,4	1,9	1,1	44,2
Janvier	1926	21,9	11,2	5,3	2,5	2,0	1,2	48,8
Février	1926	21,7	10,6	5,2	2,1	1,9	1,0	44,1
Mars	1926	24,2	11,4	5,8	2,3	2,1	1,1	49,8
Avril	1926	21,9	10,1	4,2	2,2	2,0	0,9	43,8

1 : Angleterre ; 2 : Allemagne ; 3 : France ; 4 : Pologne ; 5 : Belgique ; 6 : Tchécoslovaquie ; 7 : Etats-Unis.

Des importations capables de couvrir les besoins de l'Angleterre ne seraient possibles que venant des Etats-Unis. Mais les importations des Etats-Unis étant trop chères, du point de vue capitaliste privé, le gouvernement a décidé d'importer le charbon américain aux frais de l'Etat. Dans ce but, le Parlement a accordé 3 millions de livres sterling de crédit.

On importera un million de tonnes par mois.

La longue durée de la grève des mines aura pour l'industrie anglaise cette conséquence désavantageuse que les acheteurs du charbon anglais sur le marché mondial sont actuellement obligés de conclure des contrats à longue durée avec les industriels allemands et américains, étant donné que, par suite du manque actuel de charbon, on ne peut obtenir des livraisons immédiates qu'en concluant des contrats à longue durée. C'est pourquoi, au lendemain de la grève, l'industrie anglaise du charbon devra ou bien commencer une violente lutte des prix pour reconquérir ses marchés perdus, ou essayer de conclure un accord avec l'Allemagne, son seul véritable grand concurrent sur le marché mondial du charbon. Des pourparlers à ce sujet sont engagés. Déjà, avant la grève, des représentants des mines de charbon allemand avaient entamé des négociations avec le grand industriel anglais Mond. En tout cas, la position du charbon allemand sur le marché mondial sera considérablement renforcée par suite de la grève anglaise.

### **Les répercussions de la grève des mineurs sur l'Industrie métallurgique**

Les répercussions de la grève des mineurs anglais sur le marché métallurgique international sont analogues, quoique moins fortes, aux répercussions exercées sur le marché du charbon. L'industrie métallurgique anglaise a pratiquement cessé de fonctionner, de telle sorte que le fer anglais a presque complètement disparu du marché mondial. L'amélioration qui en est résulté sur le marché métallurgique n'est cependant pas très forte et se fait moins sentir du fait qu'il y a relativement plus de réserves. On ne constate pas, en attendant, une augmentation de la production de l'industrie métallurgique dans les autres pays, par suite de la grève.

## II. LA SITUATION ECONOMIQUE DES PRINCIPAUX PAYS

### ALLEMAGNE

L'économie allemande est caractérisée par un très fort processus de concentration. Ce processus de concentration renforce la puissance économique du grand capital : les prix sont maintenus artificiellement à un niveau élevé et les profits augmentent.

Dans le domaine de la circulation une certaine tendance au retour vers les relations normales est incontestable. L'intérêt de l'argent et le taux de l'escompte sont revenus à un niveau dépassant de très peu le niveau du temps de paix. Le marché intérieur est devenu de nouveau capable d'absorber des emprunts. La dépendance vis-à-vis du capital étranger en est diminuée. Le dernier grand emprunt, celui des Aciéries unies, a été émis moitié en Amérique et moitié en Allemagne, par suite de la collaboration des banques américaines et allemandes. D'une façon générale avec l'augmentation des dépôts à la Caisse d'Epargne et le retour à l'état normal, le capital bancaire recommence à reconquérir son rôle dirigeant en face de l'industrie.

Le bilan publié en 1926 par la Société d'Escompte qui comprend un certain nombre de banques et d'entreprises industrielles, montre de quelle manière l'inflation a agi sur les bénéfices du capital bancaire et du capital industriel. Tandis que le capital et les dividendes des banques ont diminué des 2/3, le capital actions des sociétés industrielles a augmenté d'un quart ; la somme des dividendes représente près des 2/3 du temps de paix. Naturellement, ces chiffres comportent des lacunes, ils n'indiquent pas le nombre d'entreprises en état de faillite. Il reste cependant le fait que les dividendes se sont élevés de 3,49 à 4,82 % par an.

Dans le domaine de la production, la constitution de consortiums géants a une grande importance. Les plus considérables de ces consortiums sont le Consortium des Aciéries réunies et le Trust de l'Industrie chimique ; ce dernier constitue un organisme de monopole. Quant au premier, il est en train de conquérir l'hégémonie sur le marché métallurgique allemand.

Le Consortium des Aciéries réunies est un trust d'entreprises combinées, constitué par un ensemble de trusts verticaux dans lesquels tout est réuni, depuis le charbon jusqu'aux produits métallurgiques finis. À l'intérieur de ce trust des trusts, il se poursuit un processus de rationalisation. Les usines superflues sont fermées, La fabrication parallèle est unifiée et la production est concentrée dans les meilleures usines.

Elévation des profits aux dépens de la classe ouvrière, avec une production basse, telle est la tendance fondamentale du capitalisme allemand.

La crise continue, l'antagonisme entre les possibilités de production et de réalisation n'a pas disparu : ce n'est qu'au cours des dernières semaines qu'une petite amélioration s'est produite dans l'industrie lourde, comme conséquence de la grève des mineurs anglais. La production de l'industrie lourde montre les chiffres suivants :

	Anthracite	Lignite	Coke	Fer	Acier
	(Millions de tonnes)		(Milliers de tonnes)		
Moyenne mens. 1925	11,1	11,6	2 168	858	1 016
1 <sup>er</sup> tr. 1925 (moyenne mens.)	11,3	11,6	2 370	9 25	1 182
1 <sup>er</sup> tr. 1926 (moyenne mens.)	11,1	11,7	2 079	679	852
Avril 1926	10,1	10,1	1 963	668	869
Mai 1926	10,7	9,9	1 074	736	901
Juin 1926	11,8	11,2	1 063	720	977

Les statistiques sur la consommation publiées par la Société de Crédit du Reich, montrent la marche générale de la vie économique.

La consommation par tête d'habitant s'éleva de la manière suivante (1913 = 100) :

	Charbon	Fer brut	Acier brut
Janvier	92,4	72,4	77,2
Février	79,0	66,4	79,6
Mars	85,5	75,4	92,7
Avril	76,3	70,3	84,6
Mai	75,5	77,4	87,9

En ce qui concerne les autres branches de l'industrie, l'industrie mécanique, la construction des wagons et des locomotives sont encore en état de crise. Le bâtiment manifeste très peu d'activité. L'industrie textile souffre du manque de débouchés. La situation est un peu meilleure dans l'industrie électro-chimique et dans l'industrie chimique qui ont de forts débouchés à l'étranger.

Le chômage reste considérable. Le nombre des chômeurs recevant une allocation fut le suivant au cours des derniers mois :

	En 1 000	Pourcentage des chômeurs syndiqués	Chômeurs partiels
Janvier	2 031	22,6	22,6
Février	2 057	22,0	21,6
Mars	1 943	21,4	21,7
Avril	1 782	18,6	19,8
Mai	1 744	18,2	18,8
Juin	1 743	---	---

Si nous tenons compte du fait qu'au printemps, par suite des travaux de saison dans l'agriculture et le bâtiment, la situation du travail s'est améliorée, ce tableau ne constitue aucune amélioration du chômage pour le prolétariat industriel. Au cours de la première quinzaine de juin, il y a même eu une augmentation du chômage.

Ce chômage considérable pèse lourdement sur la classe ouvrière. Les salaires sont lentement réduits. L'office statistique du Reich indique bien que les salaires hebdomadaires n'ont pas été modifiés depuis des mois, mais chacun sait que les salaires ont été abaissés, la productivité du travail augmentée et l'exploitation intensifiée. Les statistiques officielles indiquent également que le coût de la vie ne s'est pas modifié depuis quatre mois mais les nouvelles taxes douanières sur les produits alimentaires se feront bientôt sentir.

L'index national du coût de la vie de l'Office statistique du Reich est le suivant :

Février	138,0
Mars	138,7
Avril	139,6
Mai	139,9
Juin	140,5

soit, en quatre mois, une augmentation de 1,8 point

Ce qui est caractéristique, c'est que malgré le chômage, frappant plus de deux millions d'ouvriers, les agrariens font venir des ouvriers agricoles polonais ; le nombre s'est élevé de 115 000, en 1924, à 130 000 en 1925. Le prétexte indiqué est l'absence de logement. Les ouvriers polonais sont rassemblés dans des casernes. Les frais de leur logement s'élèvent à 50 mks. par tête tandis que pour un ouvrier allemand, ils atteignent 200 mks.

En résumé, on peut dire que la grande bourgeoisie rejette consciemment le poids de la crise sur le prolétariat et la petite-bourgeoisie. La disparition des petits producteurs indépendants se poursuit quoique à une allure un peu plus lente. Le nombre des faillites et des liquidations judiciaires au cours des derniers mois fut le suivant :

#### *Faillites*

1925	1 <sup>er</sup> Trim.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
	1925	1926	1926	1926	1926	1926	1926
10 813	2 210	2 013	1 920	1 710	1 261	1 007	885

#### *Liquidations judiciaires*

1925	1 <sup>er</sup> Trim.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
	1925	1926	1926	1926	1926	1926	1926
5 462	731	1 428	1 465	1 426	855	644	438

### **Le commerce extérieur**

Le but de la rationalisation est d'obtenir une balance commerciale active et d'augmenter les débouchés à l'étranger au moyen de la diminution du coût de production. Car, à moins d'aliéner complètement à l'étranger l'économie allemande, les paiements de réparations et les intérêts du capital étranger ne peuvent être versés que grâce à une augmentation des exportations, de marchandises. L'année 1925 montre, au contraire, un passif de la balance du commerce extérieur de plus de 3 milliards de marks. C'est le résultat des investissements de capitaux étrangers en Allemagne qui, en fin de compte, signifient toujours une augmentation des importations de marchandises. Mais le passif de la balance du commerce extérieur a manifesté, au cours de l'année, une tendance à la diminution et a fait place, en décembre 1925, à une balance commerciale active. Depuis cette époque, les chiffres du commerce extérieur ont été les suivants (en millions de marks) :

	Importations	Exportations	Excédents d'importations	Excédents d'exportations
Décembre 1925	758	794		36
Janvier 1926	707.	795	—	88
Février 1926	662	783	—	121
Mars 1926	645	923	—	278
Avril 1926	723	779	—	56
Mai 1926	703	730	—	27
Juin 1926	796	761	35	

L'excédent d'exportation le plus élevé a été obtenu en mars. Depuis cette époque, les exportations ont diminué et les importations ont augmenté, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des céréales. En juin, nous avons de nouveau un passif de 35 millions de marks. Il est douteux que l'excédent d'exportations atteigne les quantités nécessitées par les paiements de réparations. La bourgeoisie allemande, elle-même, n'y a aucun intérêt tant que le plan Dawes n'aura pas été révisé en faveur de l'Allemagne.

La répartition des importations et des exportations s'est opérée de la manière suivante :

(En millions de marks)

	1924	1925	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
<i>Importations</i>							
Produits alimentaires	2 677	4 035	224	227	220	268	282
Matières premières et prod. semi - fabriq.	4 584	6 288	378	333	332	357	324
Prod. manufacturés.	1 781	2 005	100	97	86	90	86
<i>Exportations</i>							
Produits alimentaires	419	510	66	50	45	28	25
Matières premières et prod. semi - fabriq.	907	1 641	159	167	190	153	155
Prod. manufacturés.	5 191	6 626	568	564	686	597	547

Nous constatons, par conséquent, que les importations, particulièrement celles de matières premières et de produits semi-fabriqués, sont très inférieures à celles de l'année dernière. Les exportations de produits manufacturés atteignent à peine le niveau de l'année dernière. On ne voit absolument rien de la conquête du marché mondial.

### Politique financière et économique

Toute la politique économique de l'Allemagne tend à un front unique des agrariens et de l'industrie lourde, tel qu'il était déjà réalisé avant la guerre. Ayant en mains le pouvoir d'Etat, ils mènent leur propre politique économique. C'est ainsi qu'au cours des derniers mois les impôts des capitalistes ont été diminués et les droits de douane augmentés. La campagne en faveur de la suppression des lois de protection sociale se poursuit actuellement ; en outre, on accorde continuellement aux gros industriels et aux agrariens des faveurs aux frais de l'Etat.

Nous voyons que la classe dominante fait pression sur l'Etat pour se créer un capital en imposant d'une façon excessive les larges masses populaires. C'est pourquoi, les charges qui pèsent sur les masses s'accroissent d'année en année. Le *Vorwaerts* donne les chiffres suivants (en millions

de marks) :

	Mai 1924	Mai 1925	Mai 1926
Impôts sur les salaires	88	137	83
Impôts sur le chiffre d'affaire	135	116	62
Taxes de transport	19	26	22
Droits de douane et impôts indirects	93	144	161
Impositions des masses populaires	355	423	326
Impositions sur les classes possédantes	184	188	109
Total des impôts	519	611	435
Pourcentage de l'imposition sur les masses populaires	64 %	70%	75%

A la base de cette politique économique, il n'existe pas de plan économique uni. Les agrariens proclament les mots d'ordre suivants : Approvisionnement du peuple allemand au moyen des ressources tirées de son propre sol, protection du travail national, etc... ; l'industrie proclame surtout la nécessité de la diminution du coût de production afin d'augmenter les débouchés à l'étranger et de surmonter la crise.

Le plus intéressant, c'est l'attitude adoptée par la social-démocratie. Elle recommande, pour surmonter la crise, l'élévation des salaires d'après le modèle américain, pour augmenter la capacité d'achat des ouvriers et renforcer le marché intérieur. Cela veut dire que les capitalistes doivent abandonner aux ouvriers, sous forme de salaires plus élevés, une plus grande partie de la valeur produite annuellement afin de donner à ces derniers la possibilité de pouvoir acheter davantage. Certes, les capitalistes comprennent aussi peu l'économie marxiste que les social-démocrates, mais l'instinct de classe leur dit que ce moyen ne leur est d'aucune utilité et c'est pourquoi ils s'en tiennent à leur méthode éprouvée de diminution des salaires. Seul, un petit nombre de capitalistes, qui produisent des marchandises pas absolument indispensables aux ouvriers : vêtements, chaussures, meubles, sont d'avis que les autres capitalistes devraient payer à leurs ouvriers des salaires plus élevés.

## POLOGNE

La situation économique de la Pologne reste critique quoique avec une certaine tendance à l'amélioration.

L'unité monétaire a supporté les troubles liés avec le coup d'Etat de Pilsudski. Elle s'est stabilisée au cours de 10 zloty pour un dollar.

Cette stabilisation à la moitié de la parité or a été obtenue avant tout par une très forte activité de la balance commerciale.

Celle-ci montre les chiffres suivants (en millions de zloty) :

	Importations	Exportations	Excédent d'exportation
Janvier	68,5	159,3	90,8
Février	68,9	131,3	62,4
Mars	110,6	132,9	22,3
Avril	1 1 8 , 8	163,1	44,3
Mai	106,4	181,8	75,4
Total	473,2	768,4	295,2

Quoique une partie de cet excédent considérable d'exportations ait été laissée à l'étranger, par peur d'une nouvelle chute du change, cet excédent a cependant entraîné un renforcement de l'unité monétaire. La Banque Centrale d'Emissions a reçu une telle quantité de devises étrangères qu'elle a pu s'acquitter de ses obligations à l'égard de l'étranger.

Mais on ne peut pas compter sur le maintien de cette balance du commerce extérieur. Différents facteurs, d'un caractère tout momentané, ont contribué à augmenter les exportations : exportations considérables de céréales par suite de la bonne récolte de l'année dernière, exportation de machines textiles devenues superflues à destination de la Roumanie, de l'Italie et même de la France. Aux mois de mai et de juin, les exportations de charbon à destination des pays de l'Europe du Nord, en remplacement des importations anglaises, ont augmenté. Cependant, malgré la stabilisation, la vie économique du pays est toujours critique, c'est ce que démontre le chiffre élevé des chômeurs. A la fin du mois, de mai, il y avait 304 113 chômeurs enregistrés, contre 362 000 en février, soit une diminution de 60 000 chômeurs, ce qui s'explique uniquement par l'influence des travaux de saison.

Le chiffre réel des chômeurs est beaucoup plus grand. La moitié du prolétariat industriel est sans travail. L'émigration vers l'Allemagne, la France et la Belgique continue.

En ce qui concerne les différentes branches de la vie économique, la situation de l'agriculture n'est pas mauvaise; on compte sur une assez bonne récolte. L'industrie houillère a beaucoup profité de la grève anglaise. Les réserves de charbon en Haute-Silésie sont épuisées. On achète le charbon sur le carreau de la mine. De même, l'industrie du fer s'est quelque peu améliorée. Par contre, la crise continue dans l'industrie du textile et surtout dans l'industrie des produits manufacturés.

Pour la stabilisation de la monnaie, un grand emprunt étranger est nécessaire. Mais toutes les négociations à ce sujet ont échoué. Les banquiers américains Dillon-Read, qui avaient accordé un emprunt de 35 millions de dollars avec une option pour 15 autres millions, ont retiré cette option.

Des négociations menées avec Strong, à Paris, n'ont abouti à aucun résultat. Il a renoncé à son voyage projeté en Pologne. Il ressort clairement d'un article du *Times*, en date du 23 juin 1926, que le capital anglo-américain n'est prêt à accorder un emprunt qu'à condition d'exercer un contrôle sévère sur la législation douanière polonaise.

La situation de la Pologne est très dure. La France ne pourra, pendant quelques années, accorder aucun emprunt. Avec l'Allemagne, elle mène une guerre douanière. Politiquement, elle entretient avec elle des relations très tendues. Les pays anglo-saxons exigent un contrôle sur les finances et sur l'armée et une renonciation à la politique étrangère orientée vers la France.



## FRANCE

La question du change a dominé, au cours des derniers mois, la vie politique en France. Le problème de la stabilisation est entré de plus en plus nettement au premier plan de l'actualité. Pour ne pas nous répéter, nous n'indiquerons que le plus important dans la masse de plans, de projets et de manœuvres politiques de la bourgeoisie française. La monnaie française peut-elle être stabilisée ? Sans aucun doute, si la bourgeoisie française le veut.

La bourgeoisie française veut-elle stabiliser? A cette question, il est difficile de répondre par oui ou par non. Il serait plus juste de répondre qu'une partie de la bourgeoisie veut stabiliser, mais que l'autre ne le veut pas.

Quelque paradoxal que cela puisse paraître, l'inflation crée elle-même les conditions de la stabilisation, quoique sur une base-or inférieure. Plus encore, ce n'est que par l'inflation qu'il est possible de procéder à la stabilisation dans un pays appauvri comme l'est devenu la France par suite de la guerre.

La dette d'Etat de la France est actuellement la suivante :

	En milliards de francs
Rentes	156,2
Dette à court terme	336,5
Dette flottante	93,7
<i>Total</i>	<i>286,4</i>
Dette extérieure, en franc-or	35,4
<i>Total général</i>	<i>321,8</i>

S'il n'y avait pas eu d'inflation ou si l'on essayait, comme on l'a fait en Angleterre, de revenir à la parité-or, la vie économique de la France serait complètement ruinée.

Pourquoi?

Avant la guerre, la fortune nationale française était évaluée à 300 milliards de francs-or. La dette d'Etat s'élevait à 34 milliards de francs. Avec le retour à la parité-or, la dette de l'Etat, à elle seule, serait égale à la fortune nationale. Mais, étant donné que le franc est tombé à 1/7 de sa valeur, la dette intérieure n'est plus que d'environ 40 milliards de francs. Etant donné, d'autre part, que la dette extérieure sera, après la consolidation, réduite de moitié, il reste en tout une dette d'environ 60 milliards de franc-or, ce qui est encore supportable.

Il en est de même pour le budget. La France paye 22 milliards pour le service des dettes et des pensions. L'inflation a réduit cette somme à 1/7. Sans inflation, ces dépenses, à elles seules, seraient plus élevées que tout le budget anglais et serait près du triple du budget allemand.

De même en ce qui concerne la couverture-or des billets de banque. La Banque de France a une réserve d'or de 5,5 milliards, y compris les 1,8 milliards déposés à la Banque d'Angleterre. La circulation fiduciaire s'élevait, au 1er Juillet, à 54 milliards; elle avait donc une couverture or de 10%. Mais, si la valeur minimale des billets de banque en circulation est réduite à 1/7, soit 8 milliards de francs, cela fait une couverture-or de 70 %, c'est-à-dire une couverture-or plus élevée qu'avant la guerre, époque où, pour une circulation fiduciaire de 5,8 milliards de francs, il y avait une couverture or de 3,7 milliards.

L'inflation a ainsi créé les conditions de la stabilisation aux dépens des rentiers, des petits bourgeois, des employés et des ouvriers. C'est la signification économique de l'inflation. Elle escompte l'appauvrissement du pays, provenant classe dominante, cela se produit aux dépens des autres Classes.

Ou pourra donc stabiliser, mais les espérances des petits bourgeois français d'un retour au franc-or doivent être anéanties. A quel point la petite-bourgeoisie française a tiré peu d'enseignement des leçons de l'inflation dans les autres pays, c'est ce que démontre la forte augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne et dans les banques.

Les dépôts du Crédit Lyonnais se sont élevés, au cours des dernières années :

	En millions de francs
31 décembre 1913	2 235
1924	5 148
1925	6 674

Ni le déficit du budget, ni la structure du commerce extérieur, ni la question de la couverture-or, ne constituent des obstacles à la stabilisation.

Le budget est bien balancé sur le papier, mais, en fait, il ne l'est pas. Cléona Lewis, l'un des meilleurs connaisseurs des finances françaises, estime, dans la *New Republic*, du 9 juin, que les dépenses ont été évaluées 7 milliards trop bas et les recettes un peu trop haut. Avec une stabilisation, il ne serait pas difficile de rétablir l'équilibre. Il faut remarquer, à ce sujet, qu'étant donné que le budget français repose principalement sur les revenus provenant des impôts indirects, il sera moins ébranlé par une baisse du change que les budgets qui reposent davantage sur les impôts directs, du fait que ces derniers sont fortement dépréciés au moment où ils rentrent dans les caisses de l'Etat.

Quoique le budget de 1916 comportera encore un déficit de 7 à 10 milliards de francs, rien ne s'oppose de ce côté à une stabilisation. Les ressources nécessaires seront facilement réunies, grâce à une élévation des droits de douane et une augmentation d'un certain nombre d'impôts indirects. On sait que la France a des droits de douane portant sur le poids des marchandises et non sur leur valeur. Ces droits sont fixés jusqu'ici en francs-papier, sans échelle mobile. C'est pourquoi les revenus des douanes n'augmentent pas au fur et à mesure de la dépréciation de l'argent, ce qu'indiquent les statistiques suivantes de la Commission des Douanes au Parlement :

Année	Importations	Revenus des douanes	% de la valeur des marchandises importées
	Milliards de francs	Millions de francs	
1913	8 421	742	8,01
1922	23 930	1 938	8,1
1925	43 981	1 468	3,5

Au moment de la stabilisation, où la dépréciation de la monnaie devient un obstacle aux importations et où les nouveaux prix-or s'adaptent rapidement aux prix du marché mondial, les droits de douanes, comme le montre l'exemple de l'Allemagne, atteignent rapidement le niveau d'avant-guerre.

L'or nécessaire à la stabilisation du nouveau franc existe déjà.

De même, la composition de la balance du commerce extérieur ne constitue aucun obstacle à la stabilisation, quoique il y ait eu cette année un déficit, comme l'indiquent les chiffres suivants :

Importations	En millions de francs		
	Les 5 premiers mois de 1925	Les 5 premiers mois de 1926	Excédent pour 1926
Produits alimentaires	3 014	4 317	1 303
Matières premières	10 697	16 757	6 060
Produits manufacturés	2 175	3 159	984
<i>Total</i>	<i>15 886</i>	<i>24 233</i>	<i>8 347</i>
Exportations			
Produits alimentaires	1 429	1 809	380
Matières premières	4 962	6 236	1 275
Produits manufacturés	11 706	14 006	2 300
<i>Total</i>	<i>18 093</i>	<i>22 051</i>	<i>3 955</i>

Le commerce extérieur en mai a également considérablement diminué, par suite des grandes oscillations de la valeur de l'argent.

	Importations	Exportations
Janvier	4 483	3 868
Février	5 244	4 409
Mars	5 095	4 960
Avril	5 020	4 353
Mai	4 390	4 460

Malgré tout cela ne constitue pas un obstacle à la stabilisation.

### **La bourgeoisie veut-elle stabiliser ?**

Il est certain qu'une grande partie de la bourgeoisie ne le veut pas. Ce sont surtout l'industrie lourde, l'industrie d'exportation et les grandes banques qui sont derrière elle, les banques d'affaires, comme on les nomme : la Banque de Paris et des Pays-Bas et l'Union Parisienne. Ils espèrent tirer encore de grands bénéfices de la différence existant entre les prix intérieurs et les prix extérieurs. La courbe des prix de gros a été la suivante au cours des derniers mois :

Produits	Fin mars	Fin avril	Fin mai	Fin juin
Indice général	645	664	702	754
Produits végétaux	539	583	637	731
Produits animaux	307	514	525	533
Sucre, café, cacao	580	624	673	717
Produits aliment.	537	561	597	646
Matières premières	740	753	794	848
Minéraux et métaux	718	726	757	815
Produits textiles	862	976	933	981
Divers	680	696	734	781

Nous constatons, d'après ce tableau, que les prix des produits industriels sont beaucoup plus élevés que ceux des produits alimentaires. D'une façon générale, les prix intérieurs sont très bas. Etant donné que le prix du marché mondial en dollars ou en livres sterling, est monté à 150 du temps de paix et que le franc était, à la fin du mois de mai, à 1/7 de la parité-or, l'index devrait dépasser 1 000. Il en résulte, par conséquent, une exploitation du marché intérieur par l'industrie d'exportation.

La bourgeoisie est placée des deux côtés sous la pression de la stabilisation :

1° La paysannerie et la petite bourgeoisie commencent à perdre patience ;

2° Le capital anglais, américain et allemand demande la stabilisation pour se débarrasser de la concurrence de l'industrie française rendue dangereuse par l'inflation. C'est sur la demande des banquiers anglais que le gouvernement Briand a nommé le Comité des experts.

C'est le 26 mai que fut nommé le Comité des experts, après des entrevues qui eurent lieu à Paris entre M. Strong gouverneur de la Banque de New-York, et M. Montagu Norman, directeur de la Banque d'Angleterre, M. Schacht, directeur de la Reichsbank, et M. Robineau, directeur de la Banque de France. Le Comité des experts, qui ne comprenait que de représentants de la grande bourgeoisie, rejeta tous les anciens projets de stabilisation et élabora un programme de stabilisation aux dépens du prolétariat.

### **Le programme du Comité des experts**

Le programme de stabilisation du Comité des experts est conforme, dans ses grandes lignes, aux directives données au gouvernement français par les banquiers américains. C'est un programme de stabilisation basé sur l'aide étrangère et aux dépens du prolétariat. Il ne se distingue en rien de tous les plans connus de stabilisation, à l'exception du règlement spécial des dettes à court terme au moyen d'établissement d'institut spécial pour le règlement des intérêts et l'amortissement des dettes.

D'après le rapport des experts, les causes de la dépréciation du franc résident dans les dommages de guerre. Il n'y a plus aucun espoir que l'Allemagne puisse les couvrir. C'est pourquoi, il est impossible de revenir à la valeur d'avant-guerre du franc. Seule une stabilisation est possible et nécessaire. Cela ne peut être réalisé qu'en rendant aux billets de banque la possibilité d'être convertis en or. Pour cela, il est nécessaire :

1° De rétablir l'équilibre de la balance des comptes ;

2° D'équilibrer le budget ;

3° D'équilibrer le Trésor ;

4° De régler définitivement la question des dettes interalliées ;

5° D'adapter toute l'économie du pays à la nouvelle situation monétaire ;

6° De constituer une couverture d'or et de devises pour la circulation des billets de banque.

L'équilibre de la balance des comptes ne peut être établi que si la confiance elle-même est rétablie et si les capitaux français, enfuis à l'étranger, affluent de nouveau dans le pays.

Le budget doit être définitivement mis en équilibre au moyen de rétablissement d'un régime d'économie et de la constitution de nouveaux impôts. Mais les économies ne doivent pas être réalisées au moyen d'une diminution du taux de l'intérêt des dettes d'Etat ou d'une modification des engagements d'amortissement. L'administration doit être simplifiée et les dépenses locales couvertes par une plus forte imposition de la population locale.

De nouveaux impôts sont nécessaires à raison de 2,5 milliards pour 1926 et 5 milliards pour 1927. Les impôts de consommation, qui fourniront immédiatement des ressources régulières, croissant avec les prix. Les impôts directs, entraînent la fuite des capitaux et fournissent moins parce qu'ils sont payés, plus tard, en argent déprécié.

On sait que la caisse d'Etat est constamment exposée aux dangers de devenir insolvable si les bons à court terme arrivant à échéance ne sont pas renouvelés.

La prochaine échéance tombe en février 1927 et s'élève à 3 milliards de francs. Pour libérer le Trésor de cette menace, et, d'autre part, pour tranquilliser les possesseurs de bons, il faut créer une institution spéciale pour le paiement des intérêts et l'amortissement des 49 milliards de bons de la Défense. Cette caisse sera alimentée par les ressources suivantes :

1° Une somme de 4 milliards de francs qui sera constituée à la Banque de France contre l'escompte de devises étrangères que l'Etat recevra au moyen d'un emprunt étranger ;

2° Une somme de 500 millions par an provenant du budget ;

3° Les revenus de la régie du tabac ; en outre, la Banque de France continuera à escompter les bons comme elle le faisait jusqu'alors. Toutes ces mesures ont pour but d'empêcher les possesseurs de bons d'en demander le paiement.

La stabilisation devra être réalisée le plus rapidement possible. Le nouveau cours devra être tenu secret jusqu'à la stabilisation, et devra être fixé entre le cours du change et l'indice des prix.

La méthode à employer sera la suivante :

a) Pré-stabilisation, c'est-à-dire une période dans laquelle le cours du franc sera fixé au niveau choisi. Dans cette période, l'Etat ne recevra aucune avance, mais il pourra augmenter la circulation des billets de banque en vue de l'achat d'or ou de devises étrangères ;

b) Stabilisation effective. La Banque d'émission achète et vend des monnaies d'or et des devises à un prix fixe ;

c) Fixation légale de la nouvelle unité monétaire. La réalisation de la stabilisation incombe à la Banque d'émission, Celle-ci reçoit toutes les devises que fournira l'emprunt étranger qui devra être émis pour une somme de 200 millions de dollars. Mais un emprunt n'est possible que si la question des dettes interalliées est auparavant réglée. C'est pourquoi, la Commission des experts recommande la ratification la plus rapide possible des accords de Washington et la conclusion d'un accord définitif avec la Grande-Bretagne.

En outre, il faudra permettre de nouveau le retour des capitaux enfuis à l'étranger au moyen de l'ouverture de comptes courants en devises étrangères et de la suppression de la loi contre l'évasion des capitaux. Ces mesures, ainsi que l'ouverture d'emprunt de la banque d'émission à l'étranger et l'afflux de crédit étranger privé permettront à la Banque d'émission, pendant la période de stabilisation effective, de maintenir stable le cours fixé par l'achat et la vente d'or et de devises étrangères.

## **La situation économique de la France**

La situation économique générale de la France s'est très peu modifiée au cours des derniers mois. Elle continue à être bonne. Il n'y a pas de chômage. Les prévisions de la récolte sont plus mauvaises que l'année dernière. Il sera nécessaire d'importer une grande quantité de céréales. Comme les chiffres plus haut indiqués le montrent, il existe une très forte différence entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels. Au cours des derniers mois, la production de l'industrie lourde s'éleva aux chiffres suivants, en milliers de tonnes

	Charbon	Fer	Acier
Février	4 088	707	630
Mars	4 566	772	726
Avril	4 200	768	683
Mai	3 942	783	667

L'industrie lourde française a très peu tiré profit de la grève des mineurs anglais. La production houillère n'est pas plus élevée que l'année dernière.

Le commerce extérieur manifeste une tendance à la passivité, comme l'indiquent les chiffres suivants (en millions de francs) :

	Importations	Exportations
Février	5 245	4 409
Mars	5 095	4 960
Avril	5 020	4 353
Mai	4 390	4 461

La nouvelle dépréciation a certainement stimulé les exportations, mais nous n'avons pas encore de statistiques à notre disposition. Si la stabilisation se réalise cette année, il se produira rapidement un changement dans la situation économique.

## ITALIE

Au milieu du mois de mai, la lire a subi une forte dépréciation. Elle est tombée, du cours de 121 liras pour la livre sterling, auquel elle se tenait depuis plusieurs mois, au cours de 145 liras par livre sterling. Ce cours s'est quelque peu amélioré à la suite d'interventions et, au début de juillet, elle était revenue à 140. Il est caractéristique que cette dépréciation de la lire se soit produite juste au lendemain du Congrès des sociétés italiennes par actions qui s'est réuni à Milan le 6 mai, congrès au cours duquel le ministre des Finances, Volpi, se vanta de la stabilisation de la lire.

La *Frankfurter Zeitung*, du 29 avril 1926, écrivait :

« La politique financière de Volpi a eu ce résultat que des capitaux étrangers considérables, qui avaient été placés en Italie, ne rapportaient plus de bénéfices et furent, par conséquent, retirés. A cela, vint s'ajouter une réduction du crédit des banques démission, tandis que les investissements de capitaux américains en Italie, faits à la suite de la conclusion du règlement des dettes, furent réduits à une somme d'à peine 35 millions de dollars. C'est pourquoi l'industrie italienne fut obligée d'emprunter de l'argent aux banques à des taux d'intérêts qui n'était pas inférieurs à 12 %. »

Ce manque de capitaux est dû, en partie, à la diminution de la circulation fiduciaire qui s'éleva au cours des derniers mois aux chiffres suivants (en milliards de liras) :

Fin décembre	21,45
Fin janvier	20,75
Fin février	20,30
Fin mars	20,40
Fin avril	20,00

Quoi qu'en dise Mussolini, l'Italie est actuellement sous la domination des grandes banques. Le correspondant spécial du *Journal Of Commerce*, organe de la grande industrie américaine, écrit ce qui suit :

« Les grandes banques sont toutes puissantes, elles s'opposent à toute tentative de réforme contraire à leurs intérêts. Aucun ministre des Finances n'aurait le courage ou la possibilité de faire des lois contraires aux intérêts des grandes banques. »

C'est pourquoi la nouvelle dépréciation de la lire, qui affaiblit la puissance des grandes banques et augmente les profits de la grande industrie, a été saluée avec joie par cette dernière. Etant données les mauvaises conditions géographiques de l'industrie italienne : nécessité d'importer du charbon, du fer, du bois, du coton, etc... elle ne peut soutenir la concurrence du marché mondial qu'au moyen des bas salaires.

D'après les calculs du professeur Mortara, l'index du coût de la vie était, en 1922, de 498 et l'index des salaires de 595. Au cours du second semestre 1925, l'index du coût de la vie était de 623 et l'index des salaires de 555. Ces calculs ayant été contestés par d'autres statisticiens, le professeur Mortara répondit à l'aide des chiffres suivants : à Milan la principale ville du pays, le nombre des chambres disponibles a augmenté de 1914 à 1923, de 30 000, mais celui des habitants a augmenté de 90 000 ; pendant le même intervalle de temps, la consommation de la viande par tête d'habitant a passé de 68 à 60 kg., la consommation de vin de 152 à 138 litres et celle de bière de 9 à 8 litres. Pour pouvoir poursuivre sans inflation cette diminution de salaire réel des ouvriers, le Gouvernement Mussolini dut prendre des mesures énergiques : élévation des droits de douane sur les céréales, ce qui eut pour résultat d'élever, de 2,20 à 2,40 liras, au début de 1926, à 3 liras en juin, le prix du pain, principal moyen d'alimentation des ouvriers italiens ; suppression des droits des syndicats par la nouvelle loi syndicale ; prolongation de la durée du travail à neuf heures ; allocations aux industries de grandes subventions d'Etat. C'est ainsi qu'au mois de juin une entreprise de l'industrie lourde a reçu de l'Etat un prêt de 15 millions et une autre un prêt de 35 millions, pour 15 ans, à 5 1/2 % d'intérêts. Mais mieux que ces mesures de violence, une belle inflation sert davantage les intérêts de l'industrie. A vrai dire, pas de toute l'industrie. C'est ainsi que l'industrie textile, par exemple, a dû réduire sa production. La crise a été provoquée par la diminution des débouchés à l'étranger.

Il est donc compréhensible que la proposition de Borletti, un gros industriel, dans le *Secolo* du 10 juin, de revenir à la parité-or ait provoqué une tempête de protestations. Le ministre des Finances Volpi a, dans son exposé financier du 14 juin, repoussé officiellement, au nom du gouvernement, le retour à la parité-or,

Il ne nous est pas possible de dire à quel point la dernière chute de la lire a été provoquée par la passivité du commerce extérieur, parce que nous ne disposons encore que des chiffres des trois premiers mois. Ces chiffres sont les suivants (en milliards de liras) :

Statistique de la Fédération officielle des Industriels

	1926	1926	1925
<i>Importations</i>	5,26	6,62	6,50
<i>Exportations</i>	3, <sup>10</sup>	3,93	4,02
Excédent d'importations.	2,16	2,69	2,48

Etant donné que les revenus non commerciaux manifestent une tendance à la diminution : voyages des touristes, envois d'argent des émigrés (à cause de l'interdiction en Amérique), le caractère

fortement passif de la balance commerciale constitue une source de dangers permanents pour la stabilité de la lire.

Malgré ces difficultés, Mussolini poursuit sa politique impérialiste. Tout récemment, il vient de conclure un accord avec l'Angleterre sur la répartition des sphères d'influence en Abyssinie. D'autre part, il a conclu un grand accord financier avec la Roumanie comportant les points suivants :

- 1) Les vieilles dettes roumaines sont fixées à 157 millions et réparties sur une période de 50 ans :
- 2) Le monopole des pétroles de l'Etat fournit un crédit de 200 millions pour 10 ans, à 7 %, la moitié comptant, l'autre moitié sous forme de livraison de navires de guerre.

En résumé, nous pouvons dire que l'économie italienne a une très faible base. La dernière chute de la lire a éloigné une crise menaçante.

## ANGLETERRE

La lutte entre le travail et le capital a pris dans l'histoire de l'Angleterre un caractère de violence inouïe. C'est une classe dressée contre une autre classe. La bourgeoisie anglaise oublie son hypocrisie traditionnelle : religion, amour de l'humanité, bienveillance, etc... Elle proclame ouvertement que l'affamement des femmes et des enfants des mineurs en grève les obligera à se soumettre de nouveau au joug des capitalistes.

A la Conférence nationale de l'Association des Conservateurs de Londres, le Président Lord Hudson déclara :

« Le premier ministre nous a dit qu'il ne fallait pas être méchants et assoiffés de vengeance. Ce ne sont pas là des qualités britanniques. Mais comme les mineurs sont nos ennemis, nous n'avons pas à les nourrir. Nous n'avons pas nourri non plus les Allemands et je ne vois pas pourquoi nous devrions nourrir les mineurs. Or, c'est précisément ce que nous faisons avec l'allocation aux pauvres. Nous donnons à manger aux femmes et aux enfants des mineurs et par là indirectement, aux mineurs eux-mêmes, par l'intermédiaire des allocations aux pauvres. »

Ces déclarations cyniques prouvent qu'il s'agit véritablement du maintien ou de la suppression de la domination de classe de la bourgeoisie anglaise.

L'économie anglaise a été, au cours des derniers mois, complètement soumise à l'influence du conflit houiller. Nous n'en parlerons ici qu'au point de vue purement économique.

La crise houillère anglaise est, en même temps, une partie de la crise générale de l'économie anglaise et une partie de la crise internationale de l'industrie houillère. La cause immédiate de la crise houillère anglaise est la forte diminution du prix du charbon. D'après les données de l'Office des mines britanniques, on payait en moyenne par tonne de houille 20 sh. 8 au début de 1924, 18 sh. 6 au début de 1925 et 15 sh. 9 au début de 1926.

Par conséquent, en deux ans le prix du charbon a diminué d'un quart. Il a diminué surtout à cause de la crise mondiale du charbon. La concordance de la crise anglaise avec la crise internationale rend tout particulièrement difficile la solution à l'intérieur du système capitaliste. C'est ce qui explique pourquoi ni les capitalistes, ni les ouvriers ne peuvent trouver une solution acceptable, une solution qui permettrait aux mineurs anglais d'avoir du travail aux anciens salaires, et aux propriétaires des mines de tirer un bénéfice moyen. Ou bien, il n'y a pas de bénéfice, ou les conditions de travail doivent être très fortement aggravées, ou la moitié des mineurs doit être définitivement condamnée au chômage.



Quelles sont les propositions des propriétaires des mines ? Elles ont été résumées de la manière suivante par Herbert Samuel, président de la Commission du charbon, au cours des négociations :

- 1° Augmentation de la journée de travail d'une heure ;
- 2° Réduction des salaires de 6 pences à 15 sh. par semaine ;
- 3° Réduction des tarifs de chemins de fer de 25 % ;
- 4° Les capitalistes réduiront de 10 % leurs autres frais.

Après application de ces mesures, il y aurait encore en moyenne une perte de 3 pences par tonne et il faudrait licencier immédiatement 100 000 mineurs.

Nous voyons donc que ces propositions ne fournissent aucune solution, ni pour les capitalistes, ni pour les ouvriers auxquels on veut imposer une prolongation de la durée de travail, une réduction de salaires et le licenciement de 100 000 d'entre eux.

Les propositions des mineurs ont été résumées de la manière suivante dans une lettre en date du 11 juin adressée par Cook, au journal le *Times* :

- 1° Création d'une organisation de vente pour toutes les mines de charbon, à la direction de laquelle les ouvriers et les consommateurs seraient représentés ;
- 2° L'organisation de vente fixera, en accord avec le syndicat allemand du charbon, la quantité de charbon destinée à l'exportation ainsi que son prix de vente pour le marché mondial ;
- 3° La production devra être adaptée à la consommation.

En outre, les propriétaires de mines devraient procéder à des améliorations d'ordre technique, des transports, des organisations de vente, en vue de payer aux ouvriers « un salaire honorable ».

Jusqu'à la réalisation de ces réformes, l'Etat devra continuer à verser des subventions à l'industrie houillère. Le noyau de ce plan est le suivant : élévation des prix du charbon par suite d'un accord avec l'Allemagne. Effectivement, les prix mondiaux du charbon sont déterminés par la concurrence de l'industrie houillère allemande et anglaise. La production mondiale du charbon, en 1925, a été la suivante : (en millions de tonnes)

Production mondiale	1 368
Etats-Unis	531
Allemagne	272
Angleterre	251
France	48
Tchécoslovaquie	31
Pologne	29
Belgique	23

La France est un pays d'importation de charbon. Les Etats-Unis, par contre, n'exportent qu'à destination des autres parties de l'Amérique. Les exportations de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Belgique sont infimes à côté des exportations de l'Allemagne et de l'Angleterre. Un cartel du charbon anglo-allemand pourrait fixer les prix du charbon sur le marché mondial.

C'est pourquoi, la création d'un syndicat du charbon en Angleterre et la conclusion d'un accord avec le Syndicat allemand du charbon avaient déjà été proposées par Hodges et surtout par Mond, le célèbre grand industriel libéral. Dès le mois d'avril, Mond avait invité chez lui des représentants du

syndicat allemand des charbons pour engager des conversations avec eux. C'est ce qui explique pourquoi Mond soutient les propositions de Cook, mais seulement avec cette différence qu'il ne voudrait ramener la durée de travail et les salaires des mineurs à leur ancien niveau qu'après la réalisation de ces réformes. Il est certain qu'un accord entre les capitalistes allemands et anglais est possible ; tôt ou tard on essaiera de le réaliser, mais en attendant les capitalistes anglais proposent d'aggraver les conditions de travail des mineurs pour pouvoir ensuite aggraver les conditions de travail de l'ensemble de la classe ouvrière ; d'autre part, les capitalistes allemands veulent utiliser le conflit anglais pour conquérir la plus grande partie du marché mondial du charbon.

Une élévation des prix du charbon, réalisée par un cartel anglo-allemand, garantirait les bénéfices des capitalistes anglais mais ne ferait que renforcer la crise de l'industrie anglaise par suite de l'augmentation des prix du combustible. Elle aurait donc pour résultat de diminuer l'écoulement du charbon anglais. Pour rétablir l'industrie houillère anglaise il faudrait, au contraire, augmenter les débouchés, ce qui n'est pas même possible avec le maintien des bas prix.

La répartition de la consommation intérieure de charbon a été la suivante, de 1913 à 1924, entre les différentes industries :

	1913 (en %)	1924 (en %)
Entretien ménager	18,2	18,7
Usines à gaz	9,2	9,2
Usines électriques	2,7	4,3
Chemins de fer	7,2	7,5
Mines de charbon	9,8	9,2
Charbon des mineurs	3,2	3,7
Métallurgie	11,5	7,8
Autres industries	38,3	39,6

Seuls ces deux derniers postes pourraient avoir une consommation plus élevée et cela ne serait possible qu'avec des prix très bas. La diminution des salaires ne peut donc résoudre le problème de l'industrie houillère.

Le chômage parmi les mineurs a été le suivant (en milliers) :

1924	Juillet	59,8
---	Septembre	103
1925	Janvier	100,2
---	Juin	314,7
---	Septembre	292,7
---	Octobre	245
---	Novembre	189,5
---	Décembre	140,5
1926	Janvier	125,7
---	Avril	97,9

Avec l'allocation des subventions gouvernementales, le chômage a diminué rapidement parce que les propriétaires des mines ont eu la possibilité d'exporter à bon marché. Si l'on conclut un cartel avec l'Allemagne, le profit des capitalistes sera assuré mais le chômage croîtra considérablement.

Nous voyons ainsi qu'il n'existe pas plus d'issue pour l'industrie houillère anglaise que pour tout le capitalisme anglais en général.

Les frais de la lutte sont déjà considérables. Toute la vie économique anglaise est de plus en plus atteinte par le manque de charbon. Les importations de charbon sont infimes. Au cours des deux

premiers mois de la grève, elles n'atteignirent pas, d'après les données du ministre du Commerce au Parlement, plus d'un million de tonnes alors que la consommation indigène normale est d'environ 35 millions de tonnes en deux mois. L'industrie métallurgique a pratiquement cessé de fonctionner. Au lieu de 1 million 200 000 tonnes de fer et d'acier on n'a produit, en juin, que 73.000 tonnes. Sur les 147 hauts fourneaux en activité à la fin du mois d'avril, il n'y en avait plus que 23 en activité à la fin du mois de mai. Depuis cette époque, ce chiffre n'a encore fait que diminuer. En juillet, le travail a cessé complètement. L'industrie de transformation a essayé de surmonter la crise au moyen d'importations de produits semi-fabriqués. Mais la crise de cette industrie ne fait que se renforcer du fait du conflit houiller.

De même, la situation de l'industrie du coton est extrêmement mauvaise. Au manque de charbon qui se fait sentir de plus en plus, viennent s'ajouter des difficultés de toutes sortes sur le marché mondial. La crise financière dans un grand nombre de pays d'Europe, l'insécurité politique en Chine, la diminution de la consommation dans l'Inde, tout cela a pour effet de diminuer considérablement la demande.

Toute une série d'autres industries consommatrices de charbon, telle que l'industrie céramique, ont été plus ou moins obligées de cesser le travail par suite du manque de charbon. Les chemins de fer ont très fortement diminué leur activité.

D'après les données officielles, le chômage n'est pas si considérable qu'il devrait l'être en réalité, d'après les rapports sur la crise des industries. Le nombre des chômeurs recevant des allocations s'est élevé, au cours des derniers mois, aux chiffres suivants (en milliers) :

5 avril	1 049,8
19 avril	996,6
3 mai	1 105,9
10 mai	1 575,9
17 mai	1 612,7
21 juin	1 634,7

D'après ces données, le nombre des chômeurs n'aurait augmenté que de 600 000 environ à la suite de la grève générale et serait resté à peu près le même depuis le 10 mai, ce qui apparaît au plus haut point invraisemblable. Mais, en même temps, le nombre de ceux qui reçoivent l'allocation aux pauvres a fortement augmenté, comme l'indiquent les chiffres suivants :

Avril 1924	1 229 649
Juin 1926	2 338 100

Le commerce extérieur a diminué par suite de la grève, mais pas tant qu'on s'y serait attendu.

	Importations en millions de livres	Exportations en millions de livres
Mars	94,8	66,4
Avril	91,2	52,7
Mai	73,7	45,8
Juin	86,6	50,1

## Les investissements de capitaux

Le tableau suivant indique les changements survenus dans les investissements de capitaux anglais tant à l'intérieur, qu'à l'étranger (en millions de livres) :

	Premier semestre				
	1913	1923	1924	1925	1926
Placements à l'intérieur du pays	20,3	92,4	44,4	78,7	65,5
Placements dans les colonies anglaises	43,0	52,2	38,0	28,1	32,7
Placements à l'étranger	57,0	36,7	23,2	5,1	21,5
<i>Total</i>	<i>120,3</i>	<i>181,3</i>	<i>105,6</i>	<i>112,0</i>	<i>120,7</i>

Nominalement, l'ensemble des placements de capitaux en 1926 fut le même qu'en 1913, mais en réalité, en tenant compte de l'élévation du niveau des prix, il était inférieur d'un 1/3. En 1913, les 5/6 des placements de capitaux se faisaient à l'étranger. En 1926, moins de la 1/2.

Les finances de l'Etat ont, de même, fortement souffert des conséquences de la grève

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin, les recettes de l'Etat se sont élevées, en millions de livres, aux chiffres suivants :

1925	169,2
1926	146,8

Par contre, les dépenses furent d'environ 4 millions de livres plus élevées. Le déficit trimestriel fut de 78 millions de livres contre 51 millions l'année passée.

Les frais de la lutte sont évalués de façon très différente. Hammon, un député conservateur, les évalue à 8 millions de livres sterling par jour, au milieu du mois de juin et à 10 millions à la fin de juin. Cette évaluation nous semble exagérée. Cela signifierait que le revenu national du pays serait tombé de 4 milliards de livres par an à un milliard seulement soit une réduction à 1/4. Etant donné que l'agriculture n'a pas été touchée par la grève, pas plus que les « importations invisibles », qu'une grande partie de l'industrie a été maintenue en activité à l'aide des vieilles réserves de charbon, de pétrole et de charbon importé, il semble plus exact de dire que les dommages causés par la grève doivent être évalués à environ la moitié du revenu national, ce qui ferait environ 5 millions de livres sterling par jour. Pour 100 journées de grève cela représenterait donc 500 millions de livres sterling de pertes. En juillet, le gouvernement évalua les dommages causés à la vie économique du pays à 160 millions de livres sterling, ce qui est certainement très au-dessous de la réalité. Avec une subvention de 30 millions de livres sterling, on aurait pu maintenir l'industrie houillère une année en activité, avec 500 millions de livres sterling, 18 ans. Cela montre qu'il ne s'agit pas ici d'une lutte économique dans l'industrie houillère, mais d'une lutte de classe d'une acuité inouïe entre la bourgeoisie et le prolétariat.

## ETATS-UNIS

La situation aux Etats-Unis est relativement indécise. Comme c'est le cas depuis quatre ans, on constate, ce printemps encore, une certaine dépression économique. Les opinions concernant le caractère de cette dépression diffèrent beaucoup, les uns déclarent qu'il s'agit d'une dépression toute saisonnière et que la prospérité reviendra en automne ; d'autres font prévoir une nouvelle crise. Le rapport de la National City Bank, sur le mois de mai, reconnaît, par exemple, que « quelques industries montrent des symptômes indiquant que la production a dépassé la consommation ». Mais, d'autre part,

il n'y a aucune raison d'être pessimiste. L'occupation des ouvriers dans l'industrie est considérablement plus élevée qu'il y a un an, à la même époque. Il est vraisemblable, déclare le rapport, que la demande de forces ouvrières est la plus forte depuis 1923. De même, la classe ouvrière est mieux payée qu'elle ne l'a jamais été.

D'après des nouvelles de journaux, il semble qu'au mois de juin, la situation économique s'est plutôt améliorée qu'aggravée. En général, la situation est bonne. Elle peut être représentée par les chiffres suivants :

	Indice de la production industrielle	Indices du degré d'occupation des ouvriers	Wagons chargés pendant la dernière semaine du mois en 1 000 tonnes.	Nouvelles commandes en millions de dollars.
Mai 25.	111	95,0	986	496
Janv. 26	120	96,3	925	457
Février	120	97,0	913	389 (1)
Mars	123	97,2	968	597 (2)
Avril	122	96,4	968	571
Mai	—	—	1 081	550

(1) 22 jours ; (2) 27 jours.

### Production des principales industries

	Lignite (millions de t.)	Fer (1 000 t.)	Acier (1 000 t.)	Automobiles (1 000 pièces)	Consommation de coton (1 000 balles)
Mai 25.	35,9	2 931	3 454	383	531
Janv. 26	53,7	3 316	4 157	316	583
Février	46,8	2 923	3 795	376	567
Mars	46,1	3 430	4 488	450	—
Avril	40,1	3 450	4 123	456	576
Mai	39,0	3 481	3 945	446	517
Juin	—	3 235	3 700	—	519

	Commandes du Trust de l'acier (en 1 000 tonnes)	Hauts fourneaux en activité
Mai 25.	4 050	220
Janv. 26	4 883	224
Février	4 617	224
Mars	4 380	236
Avril	3 868	237
Mai	3 649	228

Pour apprécier la situation économique, il faut accorder une grande importance à ce fait que les prix, malgré la diminution des affaires, ne diminuent pas. Au contraire, l'indice de l'office du travail indique, en mai, une légère augmentation des prix.

## Le commerce extérieur et la balance des comptes

Au mois de mai, le commerce extérieur est devenu actif pour la première fois depuis des mois, par suite d'une forte diminution des importations.

Voici quels sont les chiffres du commerce extérieur (en millions de dollars) :

Années	Importations	Exportations	Excédent d'importation	Excédent d'exportation
1922	2 348	3 436	—	1 089
1923	3 462	3 637	—	175
1924	3 280	4 005	—	725
1925	3 499	4 541	—	1 042
Janvier 1926	416,7	397,2	19,5	—
Février	338,1	352,9	35,5	—
Mars	443,1	374,4	68,7	—
Avril	398,0	<b>387,9</b>	10,1	—
Mai	318,0	356,0	—	38,0
Juin	337,0	338,0	—	1,0

## MEXICO

Il existe actuellement peu de pays qui soient pour nous tant du point de vue social, que du point de vue politique d'un si grand intérêt que le Mexique. C'est, en effet, le seul pays, en dehors de la Chine du Sud, où il existe, en quelque sorte, un gouvernement des ouvriers et des paysans. La presse capitaliste du monde entier le représente comme un pays bolchévik. Le *Tag*, du 20 mai 1926, écrit ce qui suit :

« Le Mexique est actuellement l'un des pays les plus fortement bolchevisés du monde. Déjà, le président Obregon avait distribué aux Indiens et aux ouvriers agricoles des milliers de fusils, les avait excités à la haine contre les propriétaires. Le pillage, le vol étaient impunis, et même encouragés. »

Ce « bolchévisme » est la réaction naturelle contre un système de pillage des terres qui durait depuis des siècles, et qui a amené à ce résultat que toutes les terres du Mexique étaient aux mains d'une petite poignée d'exploiteurs et que ceux qui cultivaient la terre n'avaient littéralement plus la moindre parcelle du sol. L'histoire du Mexique est l'histoire du pillage des indigènes jusqu'à la révolution agraire de 1910 à 1923 qui a apporté un certain changement au régime du pays, mais n'a pu apporter de solution. L'histoire agraire du Mexique peut servir d'exemple pour toute l'histoire agraire de l'Amérique du Sud et, d'une façon générale, pour tous les pays soumis qui ont été incorporés à la culture européenne.

Outre la question agraire, c'est la lutte contre l'impérialisme des Etats-Unis qui donne au Mexique une grande importance.

Le capital américain pénètre violemment au Mexique et sa pénétration est appuyée par la corruption du groupe de la classe dominante qui est au pouvoir. C'est ainsi que la lutte contre l'impérialisme américain est étroitement liée à celle des ouvriers et des paysans contre les grands

propriétaires fonciers et l'Eglise. Une lutte contre l'impérialisme américain est, autant que nous puissions nous en rendre compte d'après les rares matériaux dont nous disposons, une lutte contre la classe des grands propriétaires fonciers et contre la bourgeoisie indigène. Il semble ou bien que le Mexique sera transformé définitivement par les Etats-Unis en colonie américaine, ou bien que la lutte anti-impérialiste mènera, par suite des relations étroites existant entre le capitalisme américain et le capitalisme indigène, à une transformation sociale profonde du pays. D'une certaine manière, la situation est analogue à celle de la Chine.

### La question agraire au Mexique

Le Mexique est un pays à population très peu dense. Il comptait, en 1910, une population de 15 millions d'âmes pour une superficie d'environ 2 millions de kilomètres carrés, soit 7,2 habitants par kilomètre carré. Il est à peu près aussi étendu que l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Angleterre et l'Italie ensemble. Malgré cela, il existe au Mexique un besoin de terres plus considérables que dans aucun autre pays du monde. Pour juger ce fait, il faut tenir compte de deux circonstances : 1° la densité de la population est très inégale. Dans les régions du centre comme, par exemple, dans l'Etat de Mexico, la densité de la population est de 41 habitants par km<sup>2</sup>. Tandis que dans les régions arides du Nord-Ouest, la densité de la population est inférieure à 1 habitant par km<sup>2</sup>. La seconde circonstance, qui dépend étroitement de la première, est la fertilité très différente du sol. 8 % seulement des terres sont propres à la culture. D'après le recensement de 1910, la terre se répartissait de la manière suivante :

En millions d'acres

Terres incultes	300
Prairies	120
Forêts	40
Champs	30
[total]	490

Quoique les procédés de culture soient encore très primitifs dans un grand nombre de régions, la surface cultivable suffirait largement aux besoins de la population si la terre n'était complètement aux mains d'une petite poignée de grands propriétaires fonciers. La statistique de 1910 montre que, dans le cas le plus favorable, c'est-à-dire dans la Californie mexicaine, 11,8[%] seulement des cultivateurs cultivent leurs propres terres et que, dans le cas le plus défavorable; dans l'Etat d'Oaxaca, 0,2 % seulement des cultivateurs travaillent leur propre sol. La moyenne n'a pas été faite, mais elle doit osciller entre 2 et 3 %. Voici quelle est la statistique sur le régime du sol dans les Etats les plus peuplés :

Etats	Population agricole	% de la population totale	Nombre de familles dans l'agriculture	Propriétaires fonciers	% de familles possédant leur propre terre	% de familles sans terre
Jalisco	932 235	77,1	186 447	7 296	3,8	96,2
Caxaca	901 442	86,7	180 288	499	0,2	99,8
Puebla	896 618	81,4	179 324	1 259	0,7	99,3
Vera-Cruz	887 769	78,3	177 474	1 954	1,1	98,9
Mexico.	831 347	84,0	166 269	856	0,5	99,5
Michoacan	928 947	83,6	165 789	4 518	2,7	97,3

Guanajuato	776 443	71,7	155 289	4 533	2,9	97,1
Hidalgo	590 796	91,4	118 159	1 645	1,3	98,7

On voit, d'après ces chiffres, que le sol doit être groupé en propriétés immenses. En fait, il existe au Mexique des propriétés dont les proportions dépassent toute mesure européenne. Le tableau suivant en donne une idée :

### Nombre des grandes propriétés foncières dans un certain nombre d'Etats en 1910

	Au dessus de 1 000 h.	Au dessus de 5 000 h.	Au dessus de 10 000 h.	Au dessus de 25 000 h.	Au dessus de 50 000 h.	Plus de 100 000 h.
Aguascalientes	31	8	19	3	—	—
Morelos	22	10	9	3	—	—
Mexico	64	17	10	2	2	—
Oaxaca	89	31	18	8	2	—
Sinaloa	293	86	37	7	1	1
Jalisco	453	120	46	10	1	—
Colima	29	18	13	6	1	—
Durango	135	110	90	47	25	10
Michoacan	102	53	29	17	12	2
Vera-Cruz	393	136	65	13	7	1
[total]	1 611	589	336	116	51	14

[une ligne perdue : les plus grandes propriétés ?...] nécessiteraient une journée de chemin de fer pour les traverser d'un bout à l'autre.

Il est tout naturel, qu'étant donnée une telle répartition du sol où 99 % de la population agricole ne possède aucune terre en propre, les grands propriétaires fonciers soient les maîtres absolus du sol. En fait, jusqu'en 1915, la population du Mexique était complètement asservie aux grands propriétaires fonciers ; depuis, la situation a été quelque peu améliorée à la suite de la révolution agraire. Mais selon toute apparence, elle n'a pas encore été transformée fondamentalement. Nous disons selon toute apparence, parce qu'en l'absence de matériaux originaux, il nous est difficile d'apprécier la situation de loin.

### La situation des ouvriers agricoles

Pendant des siècles et jusqu'aujourd'hui encore, les indigènes ont été, en fait, les serfs des grands propriétaires fonciers. Les différentes propriétés ont une population de serfs de 2 à 5 000 âmes en moyenne. Quoique le servage ait été formellement supprimé, il existe encore aujourd'hui sous la forme suivante : le grand propriétaire foncier verse aux ouvriers qu'il occupe un prêt en argent que ces derniers ne peuvent jamais rembourser, étant donné le niveau effroyablement bas des salaires. Par conséquent, conformément à la loi du pays, ils ne peuvent jamais quitter leurs employeurs. D'après le recensement de 1910, il y avait, dans 834 grandes exploitations agricoles, 3 183 402 ouvriers agricoles liés aux propriétaires par un pareil lien de servage. Avec les membres de leurs familles, cela représente une population d'environ dix millions d'hommes, soit les deux tiers de la population globale. En dehors de ces ouvriers agricoles, il y avait encore 410 000 personnes occupées dans l'agriculture, petits paysans indépendants, lesquels vivaient pour la plupart dans une misère indicible, à cause du manque de terres.

Nous ne possédons aucune statistique sur la situation des ouvriers agricoles. C'est ce qui explique le caractère féodal du régime d'exploitation. La situation des ouvriers, comme c'est ordinairement le cas en régime féodal, varie selon le caractère de chaque propriétaire foncier. L'auteur d'un livre sur les



*Problèmes du pan-américanisme*, Iman, décrit ainsi la situation des ouvriers agricoles :

« Les propriétaires fonciers payaient avant la Révolution aux ouvriers agricoles, un salaire journalier d'environ 25 centavos (4 francs environ au cours du change actuel). Les ouvriers s'endettaient. En fait, les propriétaires fonciers favorisaient cet endettement, car il liait le débiteur à la ferme. Si l'on demandait, avant la révolution, le prix d'une grande exploitation agricole, ce prix contenait non seulement le prix de la terre et des bâtiments, mais aussi le prix des ouvriers de la ferme. L'acheteur d'une exploitation agricole héritait des créances sur les ouvriers et, pratiquement, héritait des ouvriers eux-mêmes. »

Nous manquons de statistique précise sur la situation du prolétariat industriel. Mais il est clair qu'étant donnée la misère effroyable de la population agricole, la situation du prolétariat industriel doit être également très mauvaise.

### **Le Mexique colonie des Etats-Unis**

La bourgeoisie américaine considère depuis toujours le territoire riverain de la mer des Caraïbes comme son propre territoire d'influence. Le Mexique lui-même est au Nord-Est, limitrophe des Etats-Unis ; à l'Est, il a devant lui les îles de Cuba et de Haïti ; au Sud les territoires occupés par les Etats-Unis pour la protection du canal de Panama. Il est donc de toutes parts encerclé par le capitalisme américain. La tentative de réaliser la solution révolutionnaire de la question agraire et d'établir un véritable gouvernement ouvrier- paysan se heurte à la prépondérance des intérêts américains qui ont à défendre une proie particulièrement appréciée, à savoir le pétrole. Ses richesses de pétrole ont été fatales au Mexique et ont fait de lui l'objet de la lutte entre le capitalisme américain et le capitalisme anglais.

Le pétrole a été découvert au Mexique en 1901 par Dohenny, le célèbre pétrolier américain. Mais ce n'est qu'à partir de 1910 que l'exploitation du pétrole au Mexique prit des proportions considérables :

Années	Millions de tonnes	% de la production mondiale
1910	0,5	1,1
1915	4,9	7,7
1920	24,5	23,5
1921	29,0	25,3
1922	27,3	21,7
1923	21,8	15,1
1924	21,0	14,3
1925	18,0	—

La production a été endommagée par l'irruption d'eau salée dans les puits de pétrole d'un certain nombre de régions. Mais il est certain qu'une partie seulement des réserves de pétrole a été exploitée.

Deux faits sont caractéristiques pour la situation du Mexique en tant que pays colonial :

- 1° Toutes ces richesses sont complètement aux mains des étrangers ;
- 2° Le pétrole est exporté brut et n'est pas travaillé dans le pays même.

Autour de l'exploitation du pétrole mexicain, une lutte violente s'est engagée entre les

capitalistes américains et les capitalistes anglais, lutte qui a été menée par tous les moyens : révolution et contre-révolution, diplomatiquement et à la bourse, et s'est finalement terminée par la victoire du capitalisme américain.

Les gouvernements révolutionnaires du Mexique ont essayé à différentes reprises d'empêcher, ou tout au moins d'atténuer, le pillage sans scrupule des richesses naturelles du pays par les Américains. L'article 27 de la Constitution de 1917, introduite par Carrenza, décide que les concessions (avec lesquelles sont liés les droits d'exploitation du pétrole), ne pourront être accordées qu'aux Mexicains et à des sociétés mexicaines et que celles accordées jusqu'alors à des étrangers devront être soumises à une révision.

Cette tentative de Carrenza donna naissance à un long conflit entre l'Angleterre et les Etats-Unis, dont la diplomatie défendit énergiquement les « droits acquis » des pétroliers. Effectivement, le gouvernement opprimé dut reculer et reconnaître les concessions accordées avant 1917.

Le gouvernement mexicain introduisit ensuite une taxe d'exportation élevée sur le pétrole brut. Nouveau conflit avec les Etats-Unis. Le gouvernement mexicain transforma alors cette taxe d'exportation en un impôt sur les extractions de pétrole. La *Standard Oil Cie* menaça d'arrêter l'extraction. Le conflit fut tranché en faveur des Américains par une sentence du tribunal suprême mexicain. La force rétroactive de l'article 27 de la Constitution fut supprimée, les « droits acquis » déclarés sacrés, et le gouvernement Obregon reconnu par les Etats-Unis.

L'Angleterre s'est montrée encore plus sensible que les Etats-Unis à l'atteinte faite par le gouvernement mexicain aux droits sacrés des pétroliers. Elle n'a pas, pendant huit ans, jusqu'en automne 1925, reconnu le gouvernement mexicain à cause de l'article 27 de la Constitution, même quand le gouvernement Macdonald vint au pouvoir.

Entre temps, la lutte se poursuivit autour de chaque détail de la législation mexicaine sur le pétrole. Au début d'avril 1926, une nouvelle loi sur le pétrole fut rendue au Mexique. Aux termes de cette loi, tous les droits sur le pétrole devaient être transformés en concessions pour une durée de cinquante ans à compter du début de l'exploitation. « Cela signifie, écrit un correspondant du *Times*, que dans un certain nombre de cas, le droit de propriété expirera déjà dans quelques années et que ce droit reviendra au gouvernement mexicain, ce qui constitue un acte de nouvelle confiscation. » C'était également une violation des accords conclus avec les Etats-Unis, interdisant l'application rétroactive de l'article 27.

La loi sur les étrangers, aux termes de laquelle ces étrangers ne pouvaient pas, dans un rayon de 100 km. de la frontière et de 50 km. de la côte, acquérir des terres ou devenir actionnaires d'une compagnie mexicaine propriétaire de terres dans cette zone, rencontre également une violente opposition.

« Le seul moyen de combattre-la politique de confiscation du gouvernement mexicain est une collaboration diplomatique plus étroite entre les grandes puissances », écrit le *Times*. C'est caractéristique pour les rapports de force au Mexique. Les Etats-Unis ne permettent à l'Angleterre aucune action armée au Mexique. C'est pourquoi l'Angleterre est obligée de compter sur l'aide des Etats-Unis.

Les pétroliers trouveront finalement le moyen de tourner cette nouvelle loi. Entre temps, la pénétration du pays par les capitalistes américains se poursuit également dans tous les autres-domaines. Les chemins de fer nationalisés ont dû également être rendus aux capitalistes

américains. Le capital américain pénètre dans toutes les branches d'activité coloniale, monopolise le commerce extérieur, acquiert une influence prépondérante dans les finances du pays. Il transforme progressivement le Mexique en une colonie américaine.

En ce qui concerne les investissements de capitaux, l'Angleterre est éliminée de plus en plus par les États-Unis. On ne dispose pas de statistique précise sur les investissements de capitaux dans le pays, mais on estime d'une façon générale la part des États-Unis cinq fois plus forte que celle de l'Angleterre.

Dans le commerce extérieur, les États-Unis jouent un rôle prépondérant. Ces derniers fournissent non seulement au Mexique des marchandises, en grande quantité, mais également toutes sortes d'objets de consommation qui peuvent être écoulés dans les villes, les villages ou les domaines des États-Unis. Le Mexique est, pour ainsi dire, une partie intérieure du marché des États-Unis. Les mêmes marchandises sont exportées ou importées d'après les conditions locales.

Le commerce extérieur s'élevait, en million de pesos (environ la moitié d'un dollar), aux chiffres suivants :

	1913	1920	1921	1922	1923	1924
<i>Importations</i>	187	358	494	304	315	304
<i>Exportations</i>	261	407	757	945	740	711

D'après les différents pays, le commerce extérieur des États-Unis [du Mexique !] se répartissait ainsi en 1924 (en millions de pesos) :

	Etats-Unis	Grande.-Bretagne	Allemagne	France	Espagne
<i>Importations</i>	233	23	23	16	7
<i>Exportations</i>	493	35	18	8	4

Les finances du pays sont également sous l'influence des États-Unis. Le Mexique ne connaît aucune espèce de difficulté monétaire étant donné que toute la circulation est métallique. C'est naturel vu la forte production d'or et d'argent du pays.

Par suite de la frappe exagérée de monnaie d'argent, il s'est produit en 1924 un disagio de 8 % de l'argent par rapport à l'or. Il y a peu de billets de banque en circulation. Par contre, le paiement des intérêts des dettes d'État a été arrêté pendant la Révolution, ce qui fut pour les Américains, qui sont les principaux créanciers de l'État une bonne occasion d'intervenir dans les affaires du Mexique. Récemment, une banque d'émission a été constituée et le paiement des dettes a repris.

En résumé, la subordination du Mexique aux États-Unis se poursuit dans tous les domaines. A vrai dire, une résistance croissante de la part de la nouvelle bourgeoisie indigène se fait sentir, mais il est impossible de s'opposer avec des moyens bourgeois à la soumission complète du pays au capitalisme américain. Tout comme en Chine, le mouvement anti-impérialiste ne peut vaincre au Mexique que sous la forme d'une révolution sociale.

### **L'industrie et le prolétariat industriel**

Au cours de la dernière décennie, l'industrie a fait certains progrès au Mexique. Ces progrès sont entravés par la pauvreté de la population agricole qui constitue les deux tiers de la population totale du

pays et qui ne peut acheter aucun produit, industriel,, tandis que la classe dominante couvre ses besoins au moyen de l'Etranger.

En 1923, le nombre des ouvriers industriels était le suivant :

Mines	85 000
Textile	52 000
Alimentation	36 000
Transports	7 000
[Total de l'Industrie ?]	284 000

Pour une population totale de 15 millions, ces chiffres indiquent un très faible degré d'industrialisation, La dépendance économique du pays à l'égard des Etats-Unis entrave l'industrialisation, le capital américain préférant fournir au Mexique des produits manufacturés que de fonder des entreprises dans le « pays bolchevisé ».

L'ensemble du capital investi dans l'industrie atteint 1 187 millions de pesos, se répartissant ainsi :

<i>Industries</i>	Millions de pesos
Extraction du pétrole	70
Mines	38
Stations électriques	67
Industries du vêtement	89
Alimentation	72

La situation du prolétariat industriel est difficile à établir. D'après la lettre de la loi, elle devrait être très bonne. L'article 123 de la Constitution mexicaine de 1917 décrète : la journée de huit heures, sept heures de travail de nuit, six heures pour les enfants. Interdiction du travail de nuit pour les femmes et les enfants. Repos hebdomadaire. Salaire en espèces et participation obligatoire aux bénéfices. Droits de grève. Trois mois de paiement pour les renvois non motivés. Arbitrage obligatoire par les organes de l'Etat, etc... Quand un organe arbitral a reconnu une grève comme justifiée, il a le droit d'obliger les entrepreneurs à payer aux ouvriers tout ou une partie du salaire pendant toute la durée de la grève. Cela s'est produit effectivement lors d'une grève qui éclata dans une imprimerie de Mexico.

Mais il est difficile de dire de quelle manière ces prescriptions sont respectées ; en tout cas, elles n'ont pas empêché les entrepreneurs étrangers de réaliser des bénéfices immenses au Mexique.

En ce qui concerne les salaires des ouvriers, nous trouvons un certain nombre de renseignements dans les différentes revues.

Le salaire quotidien moyen, en 1922, était le suivant (en pesos) :

	Hommes	Femmes
Usines électriques (maximum)	2,67	---
Joailliers	2,00	1,14
Ebénistes	1,86	1,17
Allumettiers	1,22	0,50

Industrie du coton	1,49	0,79
Fabrique de chaussures	1,90	0,85
Fabriques de chandelles (minimum)	1,00	0,52

En 1924, ils étaient les suivants :

Industrie céramique	1,68
Tanneries	1,99
Alimentation	2,06
Métallurgie	2,2
Habillement	2,38
Transports	3,78
Extraction de pétrole	5,44

En ce qui concerne les salaires payés dans l'industrie textile, des nouvelles statistiques ont été publiées en 1924 ; elles indiquent une augmentation considérable par rapport à 1922 :

Année	Hommes		Femmes		Enfants	
	max.	min.	max.	min.	max.	min.
1923	2,03	0,75	1,04	0,54	---	---
1924	2,53	1,20	2,50	0,60	1,70	0,57

Dans le rapport du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, intitulé *Un an de travail et de lutte*, on fournit les données suivantes sur les salaires payés au Mexique, en 1925 :

Salaire moyen d'un ouvrier industriel :	3 pesos
Salaire moyen d'un ouvrier agricole :	0,75 pesos

« Les salaires des femmes et des jeunes gens sont considérablement moins élevés. Il existe à la campagne des femmes et des jeunes gens qui travaillent 12 à 14 heures par jour pour un salaire de 10 à 20 centavos et, dans l'industrie, 9 à 10 heures par jour pour un salaire de 25 à 70 centavos. »

Dans un certain nombre de cas, il semble que les autorités imposent une augmentation de salaires. C'est ainsi que dans le Yucatan, d'après le rapport du Conseil américain, les autorités ont imposé les augmentations de salaires suivantes :

Pour un salaire mensuel au-dessous de 20 pesos	200 %
Pour un salaire mensuel de 21 à 30 pesos	130 %
Pour un salaire mensuel de 31 à 40 pesos	125 %
Pour un salaire mensuel de 41 à 50 pesos	100 %

Par contre, les autorités sont intervenues brutalement contre les ouvriers lorsque ces derniers occupèrent, au printemps 1924, les exploitations de pétrole de Tampico, l'industrie du pétrole a été récemment déclarée d'utilité publique, ce qui rend par conséquent toute grève, dans cette industrie, illégale.

En résumé, nous pouvons dire que le gouvernement actuel, incapable et d'ailleurs non désireux de résoudre la question agraire d'une manière révolutionnaire, s'efforce de créer une aristocratie ouvrière à l'aide de laquelle il se propose de créer, avec la bourgeoisie indigène, un rempart contre le prolétariat agricole révolutionnaire. Quoique les salaires des ouvriers industriels y soient très bas, ils sont cependant beaucoup plus élevés que ceux des ouvriers agricoles, en face desquels ils constituent véritablement une aristocratie ouvrière. Les faveurs accordées aux syndicats des ouvriers industriels,

l'entrée d'un leader syndical au gouvernement, en qualité de Ministre du Travail, l'établissement de relations étroites entre les syndicats mexicains et la Fédération américaine du travail, tout cela montre que le gouvernement Calles veut corrompre le prolétariat industriel, créer une aristocratie ouvrière, séparer le prolétariat industriel du prolétariat agricole pour enlever à ce dernier son avant-garde naturelle. C'est la tâche du parti communiste mexicain d'empêcher cette scission, d'unir les forces du prolétariat de la ville et des champs et d'appliquer la solution révolutionnaire de la question agraire.

## Table des matières

SOMMAIRE .....	1
I. ASPECTS GENERAUX .....	2
A) le chômage .....	3
B) Les problèmes monétaires.....	3
L'accord franco-américain sur les dettes et l'impérialisme américain .....	6
L'accord définitif anglo-français sur les dettes.....	8
C) les répercussions internationales de la grève des mineurs anglais.....	8
Les répercussions de la grève des mineurs sur l'Industrie métallurgique .....	10
II. LA SITUATION ECONOMIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.....	11
ALLEMAGNE.....	11
Le commerce extérieur .....	13
Politique financière et économique.....	14
POLOGNE .....	15
FRANCE.....	17
La bourgeoisie veut-elle stabiliser ? .....	19
Le programme du Comité des experts .....	20
La situation économique de la France .....	21
ITALIE.....	22
ANGLETERRE .....	24
Les investissements de capitaux .....	28
ETATS-UNIS .....	28
Production des principales industries.....	29
Le commerce extérieur et la balance des comptes.....	30
MEXICO.....	30
La question agraire au Mexique.....	31
La situation des ouvriers agricoles.....	32
Le Mexique colonie des Etats-Unis .....	33
L'industrie et le prolétariat industriel .....	35